

FRANCOPHONIE

Préserver et construire

Francophonie : Un héritage à préserver

Yan Chantrel

Dossier

La pollution dans les déserts

Une urgence environnementale silencieuse

Écologie

Le diplomate et les Français de l'étranger

Christian Lequesne

Entretien



ÉDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

Riche de sa diversité et de sa vitalité, la francophonie se développe, et avec elle, une culture qui se perpétue et bourgeoine, permettant à des femmes et des hommes du monde entier de se comprendre et de partager les mêmes références et valeurs. La promouvoir, c'est reconnaître que nous, Françaises et Français, n'en sommes que copropriétaires, au même titre que bien d'autres : Canadiens, Camerounais, Haïtiens, Laotiens... Mais nous avons une responsabilité particulière : celle d'en défendre l'enseignement en favorisant la formation des professeurs, en renforçant notre réseau culturel, en développant les possibilités d'études en France pour les jeunes francophones, mais aussi en investissant massivement dans le numérique.

Une mission que nous présentent notamment Yan Chantrel, Alexandre Muller et Ivan Kabacoff, interrogés par Jaime Peypoch, mais que beaucoup de nos sections ont à cœur de remplir, malgré les difficultés, des Pays-Bas au Vietnam en passant par le Costa Rica. Sans oublier nos partenaires de la fédération FLAM, qui permettent à nos enfants scolarisés dans une autre langue d'apprendre le français et de conserver leurs racines. Leur rencontre mondiale a d'ailleurs réuni 320 participants issus de 26 pays. Enfin, rappelons-nous que la francophonie vit aussi grâce à celles et ceux qui, sans être de langue maternelle française, en sont tombés amoureux au point de consacrer leur vie à l'enseigner, en Argentine et ailleurs.

Si la francophonie est si importante, c'est aussi parce qu'elle est la langue des Lumières et des droits de l'Homme, aujourd'hui plus que jamais en danger. Catherine Smadja-Froguel revient ainsi sur la « super année électorale » qu'a été 2024, tandis que Vanessa Gondouin-Haustein met en lumière les atteintes à la souveraineté des peuples perpétrées pour des motifs capitalistes. Des logiques similaires, nous explique Vincent Roué, conduisent à la destruction des déserts, surexploités et transformés en décharges.

Allez, pour reprendre une belle expression que nous apprennent Kalliopi Ango-Ela et Muriel Samé Ekobo : « On est ensemble ».

Le comité de rédaction
Français du monde - ADFE



Sommaire 214.

• 5 Le dossier Francophonie

- p.6** Sommet de Villers-Cotterêts : un sommet majeur pour la langue française
- p.7** Francophonie : Un héritage à préserver, un avenir à construire, par Yan Chantrel, sénateur
- p.10** TV5Monde un acteur essentiel de la Francophonie, entretien avec Alexandre Muller
- p.12** Le français : une porte ouverte sur une autre culture, un autre monde, entretien avec Yvan Kabacoff
- p.14** Hommage à la langue française et à la francophonie : Rencontre mondiale du réseau FLAM à Paris
- p.16** XVIIème congrès des professeurs de français en Argentine
- p.18** Bienvenue en Allemagne : l'enseignement du Français langue maternelle
- p.20** Genèse du Monument Amicitia France-Canada
- p.22** Les expressions francophones : Tour du monde linguistique

- p.23** Les mots et les dires de la francophonie
- p.24** Français versus anglais ou la galère des professeurs de FLE (Français langue étrangère) au Costa Rica !

• 26 Écologie

- p.26** La pollution dans les déserts : Une urgence environnementale silencieuse

• 28 Culture

- p.28** Le diplomate et les Français de l'étranger, entretien avec Christian Lequesne

• 31 Grand angle

- p.31** Retour sur 2024, une « super année électorale »
- p.34** Ressources et géopolitiques : les territoires d'outre-mer sous tension

• 35 Vie associative

- p.35** La Francophonie, entre militantisme et convivialité aux Pays-Bas

FRANÇAIS DU MONDE

Magazine gratuit de Français du monde - ADFE

61 rue de Lyon, 75012 Paris France
francais-du-monde.org/magazine
contact@francais-du-monde.org

Directeur de la publication | François Boucher

Rédactrice en chef | Vanessa Gondouin-Haustein

Comité de rédaction | Kalliopi Ango Ela, Stéphane Arnoux, François Boucher, Annie Michel, Jaime Peypoch, Vincent Roué, François Roussel, Chantal Samuel-David, Catherine Smadja-Froguel

PAO | Stéphane Arnoux

Le dossier Francophonie Préserver et construire

À travers le monde, la langue française se révèle être bien plus qu'un outil de communication. Elle est un pont entre les cultures, un vecteur de valeurs et une richesse partagée par des millions de personnes sur cinq continents.

Ce numéro consacré à la Francophonie met en lumière ses multiples visages. Le travail parlementaire mené par le Sénateur Yan Chantrel (p.7) souligne l'importance de préserver et d'élargir l'apprentissage du français dans un monde multilingue et connecté. L'Afrique subsaharienne, où la majorité des locuteurs résident, incarne cet avenir prometteur avec une jeunesse francophone en pleine expansion.

Les médias jouent également un rôle clé dans cette dynamique. TV5 Monde (p.11), sous la direction d'Alexandre Muller, est un acteur incontournable dans la promotion de la culture francophone, notamment en Asie-Pacifique (p.12) où la chaîne a su s'adapter avec succès malgré les barrières linguistiques.

Le rôle des associations est tout aussi essentiel. Le réseau FLAM (p.14), qui regroupe des associations de parents francophones à l'étranger, illustre à merveille cette volonté de transmission. Lors de leur rencontre mondiale en octobre à Paris, l'accent a été mis sur l'importance du bilinguisme et de l'enseignement du français comme langue maternelle.

Dossier coordonné par **Vanessa Gondouin-Haustein**

Sommet de Villers-Cotterêts un sommet majeur pour la langue française

Le 19e Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu les 4 et 5 octobre 2024 à Villers-Cotterêts (Aisne) et à Paris, a marqué un retour historique de cet événement sur le sol français après 33 ans d'absence. Plus d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement ont participé à ce rendez-vous stratégique, soulignant le rôle renouvelé du français sur la scène internationale et sa dimension diplomatique essentielle.

Le choix de Villers-Cotterêts pour accueillir cet événement n'était pas anodin. C'est dans ce château que François Ier signa l'ordonnance de 1539 faisant du français la langue officielle de l'administration, un jalon majeur dans l'histoire linguistique du pays. Le lieu abrite désormais la Cité internationale de langue française, officiellement inaugurée en 2023, et qui témoigne d'une volonté claire de valoriser et de promouvoir l'usage du français dans le monde contemporain.

Une Francophonie en pleine expansion

Le français est aujourd'hui parlé par plus de 320 millions de personnes à travers le monde et ce chiffre pourrait atteindre 750 millions d'ici 2070, principalement sur le continent africain. Cette expansion démographique soulève des questions majeures : diversité linguistique, préservation culturelle et accès équitable à l'éducation en français. Toutefois, certains pointent un désengagement de la France dans la promotion active de sa langue, déplorant l'absence d'une politique

linguistique ambitieuse. Si le Sommet a mis en avant l'importance d'une meilleure collaboration entre les États membres pour promouvoir une Francophonie dynamique et inclusive, il a également fait émerger de nombreux défis géopolitiques. En effet, la présence de nouveaux membres au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), tels que l'Angola et le Chili, ainsi que celles de délégations comme la Sarre et la Nouvelle-Écosse, reflète une volonté d'expansion stratégique. L'absence d'une politique claire de défense du français a été vivement soulevée, certains dénonçant une "faute politique" susceptible d'affaiblir la position de la France sur la scène internationale.

La langue française demeure un instrument puissant de coopération culturelle et diplomatique. Toutefois, pour pérenniser cette dynamique, il est crucial que la France et les membres de l'OIF traduisent les ambitions affichées lors de ce Sommet en actions concrètes et coordonnées.

Une Francophonie à redéfinir

Les discussions ont mis en lumière plusieurs axes d'amélioration pour renforcer la Francophonie :

- Renforcement de la diversité linguistique : amenuiser l'influence grandissante de l'anglais dans les institutions internationales
- Soutien à l'éducation francophone : améliorer l'accès à l'enseignement du français, en particulier dans les pays en développement
- Stratégies de coopération économique : promouvoir des partenariats économiques entre les pays membres, notamment dans les secteurs culturels et technologiques.

Un accent sur l'innovation et la jeunesse

L'événement a également été marqué par des initiatives centrées sur l'innovation et la jeunesse, à travers des programmes comme FrancoTech. Ce salon a réuni 150 exposants issus de plus de 100 pays, démontrant que la langue française peut être un levier de développement technologique et économique. Des tables rondes ont également permis à des jeunes entrepreneurs francophones de présenter leurs projets, renforçant ainsi l'idée que la jeunesse est au cœur de l'avenir de la Francophonie.

Vanessa Gondouin-Haustein



Crédit photo : Yan Chantrel, 2024 - DR

Francophonie

Un héritage à préserver, un avenir à construire

Par Yan Chantrel, Sénateur

Langue de culture et de communication, le français s'impose sur tous les continents, mais son rayonnement n'est jamais acquis. Entre essor démographique en Afrique, défis éducatifs et transformation numérique, la francophonie doit relever des enjeux cruciaux pour rester une force vive. À travers une mission parlementaire, Yan Chantrel, sénateur des Français de l'étranger et ses collègues ont interrogé son avenir et identifié des leviers d'action pour consolider sa place dans un monde plurilingue en pleine mutation.

Ma mission parlementaire menée avec Catherine Belhiti et Pierre-Antoine Levi avait pour objectif premier de faire un état de la francophonie et de dresser un état des lieux de l'application de la loi Toubon.

Quelques points d'information : le français est parlé sur tous les continents par environ 321 millions de personnes, ce qui fait de lui la 5ème langue la plus parlée au monde ; le français est la 2ème langue la plus

apprise à l'international : 90 millions d'élèves suivent leur scolarité en français et 50 millions de personnes apprennent le français comme langue étrangère ou FLE ; le français est aussi la 2ème langue d'information internationale et la 2ème langue de travail officielle dans les organisations internationales ; le français est enfin une langue du numérique puisqu'elle se situe en 4ème position en termes de contenus et en 2ème position parmi les langues utilisées par les internautes.

Ces chiffres révèlent un état général de la langue

française « plutôt bon », diagnostic partagé par les acteurs de la francophonie que nous avons auditionnés. La croissance du français à l'international se poursuit en effet à un rythme de + 8 % de locuteurs entre 2018 et 2022. Il faut toutefois noter un léger infléchissement par rapport à la période précédente 2014-2018, au cours de laquelle le nombre de francophones avait augmenté de 10 %. Ce léger ralentissement oblige à être vigilant aux conditions nécessaires à la progression du français, notamment dans les pays où il n'est pas la langue première.

Le dynamisme de la langue française est porté par le continent africain.

Près de 90 % de la jeunesse francophone serait africaine d'ici 2050.

Aujourd'hui, 60 % des locuteurs quotidiens du français vivent en Afrique et, parmi eux, plus de 47 % en Afrique subsaharienne. La vitalité démographique africaine explique d'ailleurs les prévisions du nombre de francophones d'ici 2050, estimé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à 715 millions d'individus. À cet horizon, près de 90 % de la jeunesse francophone serait africaine.

Ces projections optimistes mériteraient d'être modérées par la prise en compte de l'évolution du contexte géopolitique en Afrique de l'Ouest. Sa promotion est fortement liée à notre capacité à valoriser les opportunités que sa maîtrise offre, dans le respect d'une pratique plurilingue. La francophonie n'est pas la promotion de la langue française au détriment des autres langues, mais bien une démarche d'ouverture et d'enrichissement au contact de celles-ci, qui s'inscrit dans la tradition humaniste de la France.

Francophonie et multilinguisme vont de pair : le rayonnement du français ne peut être assuré que dans le respect de la diversité linguistique, à l'international et en France.

Nous avons choisi d'identifier et d'approfondir trois grands défis de la francophonie, qui se rapportent à des secteurs de compétence de notre commission : le premier : garantir les conditions d'enseignement du et en français dans le monde ; le deuxième : valoriser le français comme langue des études supérieures et de la recherche ; le troisième : renforcer la présence du français dans l'écosystème numérique.

Le manque d'enseignants en et de français, toutes zones géographiques confondues, a été unanimement pointé par les acteurs de la francophonie avec qui nous avons échangé. Remédier à cette pénurie constitue, aux yeux de tous, l'un des défis les plus urgents que la francophonie doit relever.

Les besoins de recrutement concernent d'abord notre réseau d'enseignement français à l'étranger dont, vous le savez, le président de la République souhaite doubler les effectifs d'ici 2030. Pour atteindre la cible des 700 000 élèves scolarisés, 25 000 enseignants supplémentaires sont nécessaires, besoin qu'il est impossible de combler par le seul recrutement de personnels détachés de l'Éducation nationale, cette dernière étant elle-même confrontée à une importante pénurie d'enseignants. L'autre levier consiste donc à recruter davantage de personnels locaux, en veillant à leur délivrer une formation permettant de préserver la qualité de l'enseignement « à la française », véritable atout du réseau reconnu internationalement.

La pénurie d'enseignants concerne aussi les systèmes éducatifs de nos partenaires francophones.

Cette crise du recrutement attise la compétition entre pays francophones pour capter la ressource enseignante disponible. Les vacances de postes sont particulièrement nombreuses chez les enseignants de FLE. Leurs conditions de travail globalement très précaires découragent les vocations ; 30 % de ces professeurs «

décrochent » après seulement quelques années d'exercice.

Compte tenu de ce tableau assez sombre, nous proposons que la revalorisation du métier d'enseignant de et en français soit définie comme Grande Cause de la Francophonie. L'objectif est d'inciter les États et gouvernements francophones à passer à la vitesse supérieure : à l'échelle nationale, en investissant dans les politiques de recrutement et de formation initiale des enseignants, en développant leur formation continue, en revalorisant leur statut, en accompagnant davantage les jeunes professeurs ; à l'échelle de l'espace francophone, en établissant des accords de coopération en faveur de la formation et de la mobilité des enseignants.

Garantir l'apprentissage du français dans le monde passe aussi par le soutien à notre réseau culturel qui joue un rôle essentiel dans l'attractivité de notre langue.

Nous proposons qu'une réflexion soit menée sur l'ouverture de notre réseau culturel aux autres pays francophones, aussi bien dans ses actions, son pilotage que dans son financement : il s'agit, autrement dit, de mettre nos forces francophones en commun.

Le deuxième grand défi de la francophonie que nous identifions est la valorisation du français comme langue des études supérieures et de la recherche. Faire du français un atout pour le parcours de vie doit donc, selon nous, être l'une des lignes directrices de la francophonie des prochaines années. Concrètement, il nous faut collectivement mieux exploiter les potentialités qu'offre l'espace francophone dans le domaine

de l'enseignement supérieur et nous doter d'une stratégie francophone en faveur de la mobilité étudiante. C'est pourquoi nous préconisons la création d'un programme de mobilité étudiante au sein de l'espace francophone, inspiré du modèle européen « Erasmus », programme mis en place par l'Agence universitaire de la francophonie.

La Mise en œuvre d'un tel programme de mobilité implique de faciliter l'obtention d'un visa francophone aux étudiants éligibles, dans un nécessaire souci de simplification des démarches.

À l'échelle non plus de l'espace francophone mais de la France, il est intéressant de noter que 50 % des étudiants étrangers accueillis sont originaires d'un pays francophone, ce qui témoigne du fort potentiel francophone de nos établissements d'enseignement supérieur. Le président de France Universités nous a d'ailleurs dit souhaiter que les universités deviennent des fers de lance de la francophonie.

Le troisième défi de la francophonie du 21^{ème} siècle est de faire du français une grande langue du numérique.

Nous appelons les pays francophones à faire de la lutte contre la fracture numérique un levier essentiel d'action pour développer l'usage du français sur Internet. Pour valoriser la langue française et la diversité des expressions francophones dans un espace numérique encore très anglophone, un autre grand enjeu consiste à améliorer la découvrabilité des contenus francophones. Le Québec et la France collaborent activement depuis quelques années sur cette question.

Faire du français une grande langue du numérique est l'un des défis majeurs de la francophonie du 21^e siècle.

Yan Chantrel, Sénateur



Crédit photo : Alexandre Muller - DR

TV5 MONDE

Un acteur essentiel de la Francophonie

Entretien

TV5Monde est une chaîne de télévision francophone internationale qui se distingue par une programmation variée allant des informations aux documentaires, en passant par les films et les séries, reflétant la richesse des cultures francophones. Elle vise à promouvoir la langue et la culture françaises à travers le monde. Alexandre Muller est le directeur de TV5Monde pour la région Asie-Pacifique. Depuis qu'il a rejoint l'entreprise en 1996, il a joué un rôle clé dans l'expansion de TV5Monde dans cette région en veillant à adapter les chaînes régionales et les stratégies de distribution aux spécificités locales.

FDM : Comment évaluez-vous le développement de TV5 Monde en Asie-Pacifique, en particulier dans les pays où le français n'est pas une langue historique comme en dehors de l'ex-Indochine ?

Alexandre Muller : La région Asie-Pacifique représente près de 60% de la population mondiale. Pour autant cette région ne compte que 0,6% des francophones de la planète et 0,3% des locuteurs quotidiens de français. Sur le papier le challenge

est donc énorme. Il n'empêche que dans la réalité, la région Asie-Pacifique représente le premier bassin de distribution de TV5MONDE avec plus de 154 millions de foyers TV raccordés à la chaîne, soit 35% de notre diffusion dans le monde. Parallèlement, les chaînes TV5MONDE Asie ou TV5MONDE Pacifique sont disponibles en direct à plus de 826 millions d'abonnés aux plateformes de streaming de la région. Notre développement se porte donc plutôt bien dans cette région du monde.

FDM : Quels sont les principaux défis que TV5 Monde rencontre pour s'implanter dans des marchés asiatiques non-francophones ?

AM : Le principal défi est, bien entendu, la langue. On dénombre 44 langues officielles, 30 langues nationales et plus de 600 autres non officielles en Asie-Pacifique, et il nous faut convaincre des partenaires locaux de l'intérêt économique pour eux de distribuer une chaîne en français. Nous proposons donc des programmes sous-titrés en anglais, en vietnamien, en japonais ou en coréen et nous avons l'ambition de tirer parti de l'Intelligence Artificielle pour accroître le volume de programmes sous-titrés et le nombre de langues proposées.

FDM : Comment la chaîne s'adapte-t-elle aux attentes des publics locaux, tout en restant fidèle à la promotion de la langue et de la culture francophone, dans quels pays de la région la chaîne remporte-t-elle un grand succès ?

TV5MONDE a pour vocation de promouvoir la culture et la création francophone sous toutes ses formes.

AM : TV5MONDE a pour vocation de promouvoir la culture et la création francophone sous toutes ses formes. Sa spécificité est de diffuser des œuvres en français, qu'elles soient belges, françaises, québécoises, canadiennes, suisses et monégasques ou encore issues du continent africain ou de la francophonie. En complément des 8 chaînes régionales et de nos deux chaînes thématiques, TV5MONDE propose une plateforme gratuite, mondiale et généraliste de vidéos à la demande en français et sous-titrées en 5 langues : TV5MONDEplus. En ce qui concerne le succès de la chaîne, nous n'avons malheureusement pas les moyens de mesurer notre audience dans tous les pays du monde, mais c'est en Inde que la chaîne est non seulement la plus diffusée (21% de la distribution mondiale de TV5MONDE) mais également la plus regardée en Asie-Pacifique.

FDM : Avez-vous des initiatives spécifiques ou des partenariats en cours pour promouvoir la francophonie dans des pays asiatiques ?

AM : Les équipes Asie-Pacifique organisent et gèrent de très nombreux partenariats et événements marketing / communication tout au long de l'année. Nous soutenons ainsi des opérations qui contribuent au rayonnement de l'audiovisuel en français. Nous sommes, bien entendu, très présents autour des Festivals qui mettent en avant la langue française et la Culture Francophone, mais aussi des événements qui portent des valeurs communes à TV5MONDE, comme la protection de l'environnement ou la diversité. Nous avons signé de nombreuses conventions avec des partenaires institutionnels comme les Instituts et les Alliances Française, ou encore des associations qui promeuvent la langue française et la culture francophone.

FDM : Comment TV5Monde compte-t-elle couvrir le prochain Sommet de la Francophonie au Cambodge et utiliser cet événement pour promouvoir la langue et la culture francophone dans la région Asie-Pacifique ?

AM : Le sommet de la Francophonie de Villers-Cotterêts vient tout juste de se terminer. Nos équipes ont été mobilisées sur tous les fronts et ont réalisé un travail formidable. Nous avons encore un peu de temps mais avons d'ores et déjà commencé ce mois-ci avec une première mission sur le terrain. L'objectif est aussi d'arriver en soutien au Réseau des structures et institutions nationales en charge de la Francophonie en Asie-Pacifique (RESIFAP) afin de maximiser l'impact dans cette région du monde.

FDM : Comment mesurez-vous l'impact et la croissance de la francophonie en Asie-Pacifique, et comment TV5Monde contribue-t-elle à cet objectif ?

AM : Le dernier rapport de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) édité en 2022 est sans doute l'un des meilleurs moyens de connaître l'évolution de la langue française en Asie-Pacifique et dans le reste du monde. Grâce au sous-titrage dans treize langues (allemand, anglais, arabe, coréen, espagnol, français, japonais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, russe et vietnamien), TV5MONDE est regardée bien au-delà des publics francophones et assure ainsi pleinement sa mission de vecteur de la francophonie. Ses huit réseaux continentaux sont aujourd'hui diffusés par toutes les technologies disponibles : satellite, IPTV, câble, mobile, Internet, télévisions connectées etc. facilitant ainsi l'accès à nos contenus.

Propos recueillis par Jaime Peypoch (Vietnam)

Entretien

Le français : une porte ouverte sur une autre culture, un autre monde

Ivan Kabacoff est un spécialiste reconnu de la francophonie. Depuis de nombreuses années, il anime l'émission «Destination Francophonie» sur TV5MONDE, un programme qui met en lumière la richesse et la diversité des cultures francophones à travers le monde. Dans le cadre du Sommet de la Francophonie en France, à Villers-Cotterêts, nous avons eu le privilège de l'interviewer pour échanger sur son parcours, ses engagements pour la langue française et sa vision de l'avenir de la francophonie.

Crédit photo : DR

FDM : Quel a été votre rôle lors du sommet de la francophonie, et comment avez-vous abordé cet événement majeur organisé en France ?

Ivan Kabacoff : Pour TV5MONDE, le sommet de la francophonie est un moment particulièrement important. Depuis 40 ans, notre chaîne est officiellement opérateur des sommets de la francophonie. Cela nous lie étroitement à l'Organisation Internationale de la Francophonie, et nous confère la mission de mettre en avant cet événement et tout ce qui se passe autour de la francophonie à travers le monde. Quant à moi, c'est une opportunité unique puisque c'est la première fois depuis 33 ans que le sommet se tient en France. Habituellement, je réalise des émissions à travers le monde pour montrer la francophonie dans différents pays, explorer la situation du français et faire découvrir des cultures en français. Cette fois-ci, j'ai décidé de consacrer une émission à la francophonie en France même. Le paradoxe, c'est que les Français ne se sentent pas toujours appartenir à l'espace francophone. La francophonie est un concept qui n'est pas pleinement apprivoisé en France. Nous sommes le berceau de la langue française, mais nous avons du mal à nous connecter avec l'espace francophone mondial. Cela tient en partie au fait que nous sommes très centrés sur nous-mêmes, et que la francophonie exige un décentrement que nous avons parfois du mal à opérer.

FDM : Quelle est l'utilité concrète du français face à l'anglais ?

IK : Souvent, quand je demande aux gens pourquoi ils ont appris le français ou ce que le français leur a apporté, ils me répondent que c'est une valeur ajoutée dans un monde où l'anglais domine. Le français, comme d'autres langues, est ce qui vous différencie. Cette langue attire aussi parce qu'elle est liée à une culture riche et à une histoire profonde. Les gens sont sensibles à la mode, à la gastronomie, à l'art de vivre à la française. Le français est une porte ouverte sur une autre culture, un autre monde.

FDM : Comment votre émission Destination Francophonie contribue-t-elle à promouvoir la diversité des cultures francophones à travers le monde ? Pourriez-vous partager des exemples d'initiatives qui vous ont particulièrement marqué ?

IK : Depuis dix ans, avec mon émission Destination Francophonie, mon objectif est de montrer que le français est présent partout, pas seulement dans les pays traditionnellement francophones. Par exemple, même si la francophonie est moins présente au Vietnam aujourd'hui, on y trouve encore des passionnés de la langue française. Ce qui m'intéresse, ce sont ces personnes qui ont un attachement profond, presque amoureux, pour le français. Pour moi, tous ces gens sont des ambassadeurs de la francophonie. Par exemple, je prépare actuellement une émission à Taïwan où je vais rencontrer une cheffe pâtissière. Initialement contrôleuse de gestion, elle est allée étudier la pâtisserie en France à l'école Ferrandi. Aujourd'hui,



Le meilleur de la télévision en français

▼ apac.tv5monde.com

elle confectionne des macarons à Taipei. Le français lui a permis d'acquérir un savoir-faire et de développer son activité. Ou encore en Finlande, où des professeurs ont développé l'apprentissage du français à travers un robot. En Amérique latine, j'ai vu des projets que j'adore, notamment les foires de la francophonie organisées dans les Alliances Françaises. C'est génial de voir cette diversité célébrée dans des endroits éloignés de la francophonie traditionnelle. Mon émission vise donc à promouvoir cette diversité culturelle francophone, à inspirer et à montrer que le français est une langue vivante, moderne, et qu'elle continue d'avoir un impact positif sur la vie des gens à travers le monde.

FDM : Pourquoi est-il essentiel de continuer à promouvoir la francophonie à l'échelle mondiale, notamment dans les régions où le français n'est pas la langue principale ?

IK : Il est essentiel de continuer à promouvoir la francophonie à l'échelle mondiale pour plusieurs raisons. Parler une autre langue, comme le français, ouvre des perspectives vers d'autres espaces culturels et économiques. Prenons l'exemple de l'Afrique, qui est un continent d'opportunités et le continent de demain. Aujourd'hui, 60 % des francophones se trouvent en Afrique, et la plus grande ville francophone du monde est Kinshasa. La francophonie n'est pas seulement une question de langue, mais aussi de valeurs partagées. C'est un espace où l'on peut discuter, échanger et promouvoir des principes comme la démocratie. Même si l'Organisation Internationale de la Francophonie n'a pas un poids politique énorme, elle offre une plateforme pour le dialogue entre les nations.

FDM : En vous projetant dans l'avenir, comment envisagez-vous l'évolution de la francophonie ?

IK : En me projetant vers l'avenir, je pense qu'il est crucial de réenchanter la francophonie. Il faut ouvrir davantage de portes, permettre aux gens de circuler, créer plus de contacts entre les francophones à travers le monde. Pour cela, j'espère la réalisation concrète de grands projets francophones comme le fut TV5MONDE il y a 40 ans par exemple, un visa de circulation dans l'espace francophone pour les entrepreneurs et les artistes ou encore un Erasmus francophone. S'il y a la volonté politique, tous ces projets sont possibles. ■

Site officiel de TV5Monde

Rendez-vous sur www.tv5monde.com pour accéder à des contenus gratuits ou payants (selon les programmes et restrictions régionales).

Appli TV5Monde+

Téléchargez l'application TV5Monde+ (disponible sur iOS et Android). Elle propose des programmes en streaming ou en replay selon votre région.

**TV5
MONDE
PLUS**

Propos recueillis par Jaime Peypoch (Vietnam)



Hommage à la langue française et à la francophonie : Rencontre mondiale du réseau FLAM à Paris

De nombreux parents français ou binationaux vivant à l'étranger choisissent de scolariser leurs enfants dans le système éducatif local ou parfois dans des écoles internationales. Dans ces contextes, le français est souvent parlé uniquement à la maison, ce qui en limite l'apprentissage et la pratique.

Depuis une quarantaine d'années, des associations, créées en général à l'initiative de parents, offrent à ces enfants bien plus qu'une simple opportunité d'apprendre une langue : c'est un moyen de socialisation en langue française et d'appropriation, voire d'identification avec une culture et un héritage précieux. Le bilinguisme, la bi-culturalité, l'ouverture d'esprit et une meilleure compréhension du monde sont autant de bénéfices que les enfants peuvent tirer des activités et enseignements proposés par les associations Français Langue Maternelle (FLAM). Fondée en 2021, la Fédération FLAM Monde est une association à but non lucratif ayant pour objectif principal de fédérer un maximum d'associations

FLAM. Elle œuvre pour soutenir leur création et leur développement en facilitant les échanges et les collaborations au sein du réseau. La Fédération s'appuie sur l'ensemble des acteurs de cet univers, incluant des fédérations régionales comme Parapluie FLAM, FLAM USA, ainsi que les circuits institutionnels des Français de l'étranger. Maillon essentiel de l'enseignement du français en tant que langue maternelle, les 140 associations recensées dans 35 pays offrent des activités qui mêlent apprentissage linguistique et découverte culturelle, permettant aux enfants de renforcer leur lien avec leur héritage. Pour la plupart gérées par des bénévoles dévoués et engagés, elles s'attachent à rester accessibles à tous les revenus.

La francophonie à l'honneur

Profitant de la tenue en France du XIXe Sommet de la Francophonie, la fédération FLAM Monde a souhaité soutenir cette dynamique de partage en organisant à Paris, mi-octobre, une Rencontre mondiale dont la finalité était d'offrir une plateforme unique aux acteurs du réseau, favorisant les échanges, les réflexions et l'innovation pour l'avenir des associations FLAM. L'initiative a été soutenue par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) et L'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE) qui ont fourni le cadre budgétaire nécessaire à un événement d'une telle envergure. Les associations FLAM entretiennent en effet un rapport étroit avec la francophonie. Même si la plupart des initiatives de ce type sont lancées par des ressortissants français vivant à l'étranger et que le dispositif de soutien financier FLAM a été mis en place et continue d'être abondé par l'Etat français, ces associations accueillent également toutes des enfants originaires de parents (ou au moins un parent) francophones : Cameroun, Burkina-Faso, Afrique du Nord, Belgique, Québec, Suisse, etc.) tout aussi soucieux de transmettre la langue française et les cultures francophones à leurs enfants. Les pays francophones sont également bien représentés parmi les enseignants des associations FLAM qu'ils enrichissent des apports culturels de leurs pays d'origine. Cette diversité constitue une des forces majeures de ce réseau mondial et les associations FLAM sont des vecteurs importants de la francophonie à l'étranger.

Les associations FLAM sont des vecteurs essentiels de la francophonie à l'étranger.

Du 11 au 13 octobre 2024, la première Rencontre Mondiale FLAM a donc réuni pour la première fois à Paris plus de 80 associations de 26 pays ; dont certains très lointains comme la Nouvelle-Zélande, l'Inde, l'Argentine, etc. L'événement visait à faire un bilan des actions du réseau tout en abordant les défis à venir mais aussi à favoriser les échanges personnels entre les participants associatifs et à rencontrer des représentants institutionnels. C'est pourquoi la demi-journée d'ouverture accueillait également bon nombre de représentants du MEAE, de l'AEFE ainsi que des élus des Français de l'étranger et d'autres acteurs du réseau. Les allocutions d'ouverture ont donné le ton, notamment celle de la présidente de FLAM Monde, Anne Henry-Werner, qui a fait un historique du FLAM, rappelant le rôle joué par Monique Cerisier-Ben Guiga et François Nicoulaud dans la mise en place du dispositif de subventionnement FLAM, et qui a, entre

autres, souligné l'importance et l'efficacité du cadre associatif pour ce type d'enseignement ainsi que la particularité de ce partenariat entre la société civile et l'État.

Une dynamique table ronde rassemblant des représentants du MEAE, de l'AEFE et des trois fédérations a permis de débattre très ouvertement et dans la bonne humeur de sujets pourtant délicats comme celui de la « Marque FLAM » ou des relations entre les FLAM et les postes diplomatiques. Les interventions variées du public ont également enrichi le débat. Entre présentation d'une enquête réalisée par FLAM Monde, projection du film documentaire « Des mots en héritage », remise du Prix FLAM Monde à trois lauréats et joyeux échanges autour d'un cocktail dinatoire et du studio mobile de Gauthier Seys de la radio des Français dans le Monde, cette après-midi d'ouverture a magnifiquement donné le ton.

Les deux journées suivantes étaient réservées à des travaux et échanges uniquement pour les associations

FLAM : table ronde sur le thème de « L'Avenir des FLAM à l'horizon 2030 », où il a beaucoup été question de bénévolat et de ses corollaires : passion & solitude, ateliers collaboratifs sur 4 thématiques, espace partenaires, atelier ludique « subvention » proposé par l'AEFE, conférences sur des thèmes pédagogiques

innovateurs tels que la classe autonome et l'Approche NeuroLinguistique (ANL), projets de partenariat inter-FLAM, sans oublier une mémorable soirée festive avec le superbe groupe « Batteurs pour la paix » et la sensationnelle modération de Gauthier Seys.

De l'avis de tous les participants, cette première rencontre fut un énorme succès et aura posé les jalons d'une nouvelle étape de l'histoire du FLAM. ■

L' équipe Communication de Fédération FLAM Monde



XVII^e congrès des professeurs de français en Argentine

Une semaine après que se fût déroulé le sommet de la francophonie les 4 et 5 octobre à la Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts, le lieu même où François Ier signa le 10 août 1539 la fameuse ordonnance dite de Villers-Cotterêts, véritable acte de naissance officiel de la langue française, se réunissaient entre le 10 et le 12 octobre, et plus humblement sans doute, les participants au XVII^e congrès des professeurs de français en Argentine dans la petite ville de Concepción del Uruguay dans la province d'Entre Ríos ; région géographique qu'on appelle élégamment la Mésopotamie argentine.

Il serait bien difficile dans ce court article de résumer toute la richesse des interventions qui se sont succédé durant ces trois journées intenses. Aussi, nous n'évoquerons que les deux principales leçons, ô combien subjectives, qui ressortent de ce congrès. Inutile de se cacher la face : si, par rapport au siècle dernier, on compare la population qui s'exprime actuellement dans notre langue en Amérique du Sud, le déclin de l'usage du français est patent. Les raisons sont multiples : perte d'influence de la France dans le monde, une migration de population francophone qui s'est peu à peu asséchée au sortir de la Première Guerre mondiale, une prédominance totale de l'anglais, langue d'affaires par excellence, sans compter l'ombre que l'Oncle Sam porte sur le sous-continent, et enfin, un abandon des politiques linguistiques gouvernementales des langues étrangères autres que l'anglais. Un constat qui va à l'encontre des chiffres souvent avancés lorsqu'on analyse la place de l'usage du français dans le monde.

Et pourtant, l'énergie déployée par les quelques trois cent vingt participants de ces journées, faisait moins penser à une énième réunion ronronnante se reposant sur les vestiges, certes prestigieux, d'un passé révolu qu'à un village d'irréductibles enseignants, jeunes et dynamiques, résistant encore et toujours face à l'anglais envahisseur. Au lieu de chercher à sauver ce qu'il était possible de sauver, une large et riche réflexion s'est axée sur les moyens à trouver pour que le français puisse se ressourcer sur les bases d'une dynamique gagnante ; ce d'autant que le capital de sympathie envers notre langue reste intact. Combien de fois, au détour d'une conversation dans la rue, dans un café, un commerce ou un moyen de transport en commun, un Argentin, écoutant parler français, nous apostrophe pour nous dire combien il apprécie notre langue, son phrasé, son intonation, les sons qu'il produit...

On sait combien il est difficile d'ouvrir des classes d'apprentissage de français faute de professeurs diplômés. Et pourtant, quel étonnement de rencontrer toutes ces femmes et ces hommes, surtout ces femmes, venus des quatre coins du pays, fiers de leur spécificité qui est non seulement de parler notre langue mais aussi, contre vents et marées, de l'enseigner avec une énergie, une motivation et un enthousiasme sans commune mesure ! Toutes et tous se reconnaissaient autour d'une identité francophone.

Loin des ors et des fastes de Villers-Cotterêts, et là réside la seconde leçon, il faut savoir écouter et saisir toutes les opportunités ne provenant pas uniquement de France. L'auteur de ces lignes, français présent à ces journées avec quelques autres compatriotes, a constaté que le dynamisme, le désir, le mouvement n'était pas de son côté mais bien chez tous ces gens, hispanophones, prêts à inventer de nouvelles stratégies, à défricher des pistes afin de redonner à notre langue une place plus en phase avec ce qu'elle prétend être. Bien sûr, des membres de l'Institut Français et de l'Alliance française étaient présents ; bien sûr, des politiques pour redynamiser l'usage de la langue de Molière dans des pays non-francophones sont entreprises pour offrir une structure propre à développer les projets. On citera cette belle idée d'un label éducatif de l'usage de la langue française dans les établissements scolaires en Argentine, un peu à l'image du LabelFrancÉducation qui se développe dans le monde entier.

Il y a peu, un groupe d'une cinquantaine de sénateurs et de conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger a publié une tribune dans la revue Marianne. En voici un extrait : "La Francophonie et nos compatriotes de l'étranger, qui la portent naturellement, sont une chance inestimable pour la France. (...) Ils portent en eux l'ambition d'une France ouverte, plurielle et ancrée dans ses valeurs, une France qui, à travers eux, continue de rayonner aux quatre coins du monde".

On répondra oui, bien sûr, mais pas seulement.

Porté par les francophones là où il existe en tant que langue maternelle, officielle ou langue seconde dans les cinq continents, le français est aussi parlé et transmis avec une immense fierté par tous ces francophiles amoureux de notre langue.

C'est aussi à travers eux que la francophonie est ce qu'elle est et grâce à eux que le dernier sommet de Villers-Cotterêts a pu connaître un tel succès.

Jérôme Guillot (Argentine)



Concepción del Uruguay 2024
**XVII CONGRESO
 NACIONAL
 DE PROFESORES
 DE FRANCÉS**
Le Français: des flots d'histoire et d'avenir

Bienvenue en Allemagne l'enseignement du Français langue maternelle

500 : c'est à peu près le nombre d'enfants francophones qui bénéficient cette année de cours de français langue maternelle dispensés par l'administration allemande en Rhénanie du Nord-Westphalie, sans distinction de nationalité ou d'origine.

Vous avez bien lu : via le dispositif HSU (Herkunftssprachlicher Unterricht = cours de langue maternelle) en place dans 12 des 16 Bundesländer, l'Allemagne non seulement permet, mais encourage ses élèves à cultiver leur différence et entretenir le contact avec leur(s) autre(s) culture(s) via des cours de langues maternelles. Ces cours, dispensés gratuitement, permettent aux enfants de 6 à 16 ans d'apprendre à lire et écrire une langue qu'ils maîtrisent bien souvent de façon orale uniquement car apprise dans le contexte du foyer. Environ 500 enfants francophones apprennent donc à lire et écrire en français en Rhénanie du Nord-Westphalie : le chiffre semble bas au vu des 30.000 Français présents dans le Land, et d'autant plus si l'on y ajoute les ressortissants des pays de la francophonie ainsi que les familles dans lesquelles le français fait partie de l'histoire familiale.

L'initiative HSU Französisch est très jeune. Il a en effet fallu attendre 2022 et de nombreux mois d'échanges avec les institutions locales pour que Düsseldorf ouvre le bal et reconnaisse le français comme langue « HSU » au même titre par exemple que l'espagnol, le japonais, le turc ou encore le russe.

Avant 2022, de nombreux parents s'étaient interrogés sur ce manque. L'administration allemande bottait systématiquement en touche sous prétexte que le besoin n'existait pas. Il y a – en effet selon eux – plusieurs institutions françaises permettant de pallier ce besoin : Lycée Français, Institut Français... Toutefois, ces institutions ne répondent que de façon limitée à un public dont la réalité est binationale, biculturelle mais avec une dominante allemande : celle des enfants de couples mixtes, scolarisés dans le système allemand, évoluant entre deux cultures, dont une domine nécessairement l'autre.

Le biais financier eu égard aux francophones installés en Allemagne est également à mettre à l'index : nous sommes toujours considérés comme une nation privilégiée, alors qu'une grande partie d'entre nous est simplement venue rejoindre son conjoint allemand, sans contrat d'expatrié ou logement de fonction, mais avec un pouvoir d'achat en ligne avec le niveau de vie allemand.

À l'heure de l'Europe et de l'effacement des frontières, le HSU Französisch répond à un besoin grandissant des populations francophones en Allemagne, permettant aux enfants évoluant entre deux voire trois cultures de découvrir qu'ils ne sont pas les seuls dans ce cas, et que la langue française est bien plus qu'une langue parlée par papa ou maman de façon isolée : c'est un ensemble de références culturelles différentes de celles du quotidien ; un réseau social et éducatif en marge du réseau habituel que l'enfant connaît. Le HSU a pour grand avantage d'être organisé et financé par l'administration allemande, qui accepte finalement que pour le français aussi, langue maternelle et langue étrangère soient deux concepts distincts. C'est ainsi que les enfants francophones scolarisés dans le système allemand bénéficient dès la Kl.1 (équivalent du CP) de 3 heures de cours de français par semaine, adaptés à leur cas particulier d'une oralité acquise, mais d'une écriture et d'une lecture encore à apprendre. À ce jour, trois enseignantes françaises engagées par le Land Rhénanie du Nord-Westphalie permettent via leur propre expérience culturelle de répondre aux besoins d'un public si particulier. Le cursus comporte 10 ans, et est validé au titre d'une matière enseignée par l'école. Elle compte donc pour le bulletin scolaire et peut même se suppléer à une note moins bonne dans certains cas. Le système ne présente donc que des avantages. Cependant la décision finale dépend des autorités allemandes, qui financent les enseignants, la mise à disposition de classes et les supports de cours. Cela peut induire un aspect arbitraire pouvant impacter l'avancée des cours, même si le nombre minimum de 15 élèves pour un Kreis donné en Rhénanie du Nord-Westphalie est atteint. Pourtant, tout le monde est gagnant, tant côté français que côté allemand : ces enfants parfaitement bilingues et culturellement perspicaces rejoindront le marché du travail dans quelques années, et consolideront d'autant plus l'alliance franco-allemande. On peut donc s'étonner des entraves vécues par certains parents lors de la mise en place du système dans leur Kreis.

L'évolution du HSU Französisch ne laisse cependant aucun doute quant à son intérêt pour les populations francophones. Düsseldorf comptait environ 80 élèves inscrits en 2022-2023 : la rentrée 2024 recensait 213 inscriptions, dont de nombreux enfants commençant

dès la Kl.1. En parallèle à Düsseldorf, le Kreis Mettmann a pu ouvrir son cours, suivi la même année de Cologne, Bonn et Rhein-Erft. En 2024 se sont ajoutés Neuss et Duisburg et nous espérons que Wuppertal et Essen fédéreront assez de parents pour ouvrir des cours à la rentrée 2025. Bonne nouvelle, la Basse-Saxe a rejoint le mouvement à la rentrée 2024 avec Hanovre, preuve que l'initiative rayonne au-delà de la Rhénanie du Nord-Westphalie au bénéfice des enfants francophones. Grâce à l'élan citoyen et parental lancé par Bénédicte Defever, Lucie Freyburger (toutes deux pour Mettmann) et moi-même (Düsseldorf), sans oublier l'appui

inestimable de Saliha Ouammar, Conseillère Municipale de la Ville de Düsseldorf, nous avons ouvert cette voie afin que les enfants francophones de 1ère, 2ème voire 3ème génération fassent rayonner la langue et la culture française à travers l'Allemagne. Tout repose sur les parents, qui doivent s'engager et se battre pour faire reconnaître ce besoin. Sans eux pour fédérer la demande, la réponse des autorités allemandes se bornerait encore aujourd'hui à une fin de non-recevoir.

Section Français du Monde Rhénanie du Nord-Westphalie



En cette période placée sous le signe de la francophonie nous avons voulu donner la parole aux parents engagés de Rhénanie du Nord-Westphalie en Allemagne. Je suis conseillère municipale de la ville de Düsseldorf. C'est à ce titre que des mamans de Düsseldorf m'ont sollicitée en 2021 pour les aider à mettre en place le Français langue maternelle (HSU) dans une école de la ville. Il faut savoir que ce dispositif existe depuis longtemps en Allemagne, il était méconnu tant côté allemand que français. C'est un exemple de ce que l'on peut faire grâce à l'engagement citoyen, la persévérance et surtout une bonne connaissance du pays d'accueil. Nous sommes tous heureux et fiers pour ces centaines de petits francophones qui bénéficient et bénéficieront à l'avenir de ces cours de Français langue maternelle gratuits dans le système scolaire allemand. Ils seront autant d'ambassadeurs de notre belle langue dans le monde.

Saliha Ouammar (Allemagne)

Pour en savoir plus

hsu.fr.nrw@gmail.com ou rejoignez les 350 familles déjà membres du groupe Facebook dédié : « HSU Französisch : apprentissage du français pour les élèves francophones ».



Haut : Saliha Ouammar (Crédit - DR)
À gauche : Céline Schindler (Crédit photo : Ninagraphie)
Photo du haut : Lucie Freyburger et ses 3 enfants.
Photo du bas : Bénédicte Defever et ses deux enfants.
(Crédits : CR)



Crédit photo - D

Genèse du Monument Amicitia France-Canada

Pour la première fois, quatre siècles d'histoire et d'amitié communes entre la France et le Canada sont célébrés à travers un monument national au nom emblématique : "Monument Amicitia France-Canada". Situé sur une parcelle civile boisée du site national historique de Beechwood à Ottawa, entre les cimetières des vétérans et celui des Forces armées canadiennes, cet emplacement est ancré dans le bouclier canadien comme un hommage à l'empreinte géologique qui couvre d'un lit de roches et de forêts près de la moitié de cet immense pays.



L'idée de ce projet naît en 2016 dans l'esprit d'un Français d'origine bretonne, Christophe Raisonnier. Ancien militaire de la Gendarmerie nationale française, président fondateur de la 1846e section de la Société Nationale d'Entraide de la Médaille Militaire (SNEMM) au Canada et délégué général du Souvenir français au Canada; il a choisi de porter au plus haut l'amitié entre les deux pays. Pendant des mois, il a imaginé et réfléchi à ce projet colossal et inédit. Sa rencontre, en 2017, avec André Levesque, un Canadien et ancien militaire de réserve des Forces armées canadiennes, va donner une belle impulsion à ce projet de monument dédié à l'amitié franco-canadienne. En 2018, ils mettent leurs forces en commun pour concevoir en détail le futur monument et entamer de nombreuses démarches pour trouver le site idéal à son édification. Le site national historique du cimetière de Beechwood retient leur attention et la Fondation éponyme, conquise par leur présentation du projet, leur octroie gracieusement une importante parcelle de terrain pour la construction du monument. Leur collaboration, l'enthousiasme de ce duo et le sérieux du projet déjà bien abouti vont convaincre et fédérer nombre de partenaires publics, privés et associatifs, ainsi que des fondations à but non lucratifs telle que la Fondation George et Helen Vari. Ensemble, Christophe et André vont ainsi contribuer à ancrer l'empreinte citoyenne du monument.

Un an plus tard, conscients de l'ampleur du projet et soucieux d'investir tous les acteurs susceptibles de promouvoir l'amitié franco-canadienne, ces co-initiateurs mettent tout en œuvre pour associer des présidentes et présidents d'associations françaises d'Ottawa à ce projet, à savoir Sylvie Bragard pour l'Union des Français de l'étranger Ottawa-Gatineau, Yann-Alexandre Girard pour Français du Monde Ottawa-Gatineau, Jacques Janson et Alain Landry pour les décorés de la Légion d'honneur de la capitale nationale, puis plus récemment, Jacques Duchesneau pour l'association des décorés de l'Ordre national du mérite. En août 2020, toutes ces personnes et associations vont s'impliquer pour les besoins du projet en formant une association fédérale, sous le nom « Monument Amicitia France-Canada ». Le succès de ce projet va rapidement dépasser toutes les espérances de l'association nouvellement créée et de nombreuses personnes remarquables vont s'investir pour que le projet devienne une réalité, particulièrement dans le triste contexte de la pandémie de la COVID 19.

Un projet qui prend forme

Des femmes et hommes politiques vont participer activement à ce projet tels que, la Sénatrice française Hélène Conway-Mouret et le sénateur canadien Serge Joyal, l'Honorable Mona Fortier, présidente du Conseil du trésor du Canada, la députée fédérale et présidente de l'association parlementaire Canada-France, Marie-

France Lalonde, et son assistante Anick Tremblay, le Sénateur Yan Chantrel, les Conseillers consulaires français Francine Watkins, Marc Cormier et Yann Le Borgne. Des diplomates français vont aussi s'illustrer dans la poursuite de cette entreprise parmi eux, le secrétaire général du ministère des affaires étrangères (2019-2022) et ancien Ambassadeur de France au Canada (2008-2011), François Delattre, le colonel (Air), Jérôme Lacroix-Leclair, attaché de défense à l'ambassade de France au Canada (2019-2022) et son assistant, l'adjudant-chef Christophe Baldacchino et le Général de brigade (Gendarmerie), Samuel Machac, assistant de sécurité intérieure à l'ambassade de France au Canada (2019-2022).

Un outil pédagogique inter-générationnel

Fait de granit gris et de bronze, mesurant sept mètres de long pour trois mètres de haut, ce monument érigé en 2021 est symboliquement composé d'une Marianne (symbole de la France) au cœur d'une feuille d'érable (symbole du Canada), d'un flambeau (réplique de celui figurant sur le monument de Vimy) tenu par un bras d'homme et un bras de femme. Sur chaque aile du monument dénommée « France » et « Canada », quatre des principales décorations civiles et militaires, françaises et canadiennes, sont gravées (France : Légion d'honneur, Médaille militaire, Ordre national du Mérite, Médaille de la défense nationale - Canada : Croix de Victoria, Ordre du Canada, Croix de l'Ordre de mérite militaire/policier, Croix des services méritoires). Deux mâts des couleurs ont été installés de part et d'autre du monument. Les premiers drapeaux français et canadiens hissés sur ces mâts ont flotté en juin 2021 sur le site de Juno Beach.

Si le Monument Amicitia France-Canada se prête parfaitement au devoir de mémoire, c'est avant tout un outil pédagogique intergénérationnel. Les Canadiens et Français pourront y évoquer l'amitié franco-canadienne sous tous ses prismes et toutes ses actions, conjuguée au passé, au présent et au futur, qu'elle soit sociale, culturelle ou commémorative. Ce monument doit être un vecteur de connaissances et d'éducation pour notre jeunesse franco-canadienne. L'établissement Toronto French School (TFS), généreux donateur, s'investit d'ores et déjà considérablement dans l'élaboration d'un programme pédagogique autour de ce monument. Il est certain que bien d'autres établissements scolaires s'associeront à ces programmes éducatifs. A partir du 16 octobre 2022, date de son dévoilement citoyen, ce monument prend vie ! Il appartient dorénavant à toutes les citoyennes et citoyens français et canadiens, ainsi qu'aux représentants de leurs gouvernements respectifs, d'écrire l'histoire de ce jeune monument binational.

Section Français du Monde Ottawa-Gatineau



Crédit photo : rawpixel.com - Freepik (Libre de droits)

La langue française a une particularité : partout où elle passe, elle s'adapte, se transforme et devient... imprévisible ! En France, au Québec, en Afrique, ou ailleurs, certaines expressions ont des significations différentes, voire carrément déroutantes. Vous pensiez qu'apprendre le français vous permettrait de comprendre tous les francophones ? c'est raté. Mais ne renoncez pas tout de suite, on vous emmène en voyage à travers les expressions francophones, avec quelques sourires en prime.

Direction le Québec, où le français a pris un bain de sirop d'érable pour devenir un doux mélange de poésie et de pragmatisme. Là-bas, on ne « tombe pas amoureux », on « tombe en amour ». Charmant, non ? On imagine presque un tapis rouge pour accueillir Cupidon. En France, par contre, cette expression passerait pour un extrait d'un roman un peu trop fleur bleue. « Tomber en amour » ? Les Français diraient plutôt : « C'est mignon, mais ce n'est pas pour nous. » Pourtant, l'idée est la même : plouf, on plonge dans les sentiments, sans bouée de secours.

Passons maintenant à la météo, domaine où les expressions font le grand écart. En France, on dira qu'« il pleut des cordes » pour décrire une pluie torrentielle. L'image est claire : des cordes tombent du ciel, et ce n'est pas le moment de sortir sans parapluie. Mais au Québec, on préfère dire « il mouille à boire debout ». Avouez, ça donne soif rien qu'en l'entendant. Cette version québécoise reflète un certain talent pour transformer le quotidien en poésie et la pluie devient artistique.

Les animaux, eux, sont des stars des expressions francophones. Prenons « poser un lapin ». En France, cela signifie « manquer un rendez-vous sans prévenir », une attitude généralement mal vue. Au Sénégal, par contre, si l'on dit que vous avez « posé un lapin », ce n'est pas si grave. Cela peut simplement vouloir dire que vous êtes en retard. Vous voyez, un même lapin, mais deux tempéraments : pressé en France, plus relax en Afrique. Et que dire de « donner sa langue

au chat », cette charmante expression française pour dire qu'on abandonne face à une devinette ? Si vous tentez de la traduire directement dans d'autres pays francophones, préparez-vous à des regards perplexes. Non, personne n'a envie de donner quoi que ce soit à un chat, surtout pas sa langue.

Parlons un peu de « être dans le jus », une expression bien connue en France pour signifier qu'on est débordé. Dans d'autres coins de la francophonie, elle est également utilisée, mais avec des nuances. Au Québec, par exemple, « être dans le jus » peut aussi inclure une notion de confusion totale, comme si quelqu'un avait renversé une bouteille de jus sur son emploi du temps. Résultat ? C'est le bazar, le jus n'est pas toujours rafraîchissant.

Quand on parle d'expressions qui varient, il y a forcément des moments gênants, des malentendus. Imaginez un Français fraîchement débarqué au Sénégal qui dit « ça marche ! » pour signifier son accord. Là-bas, cette expression peut être perçue comme un engagement un peu vague, une manière polie de dire : « On verra bien. » Pas sûr que ce soit l'effet recherché si vous essayez de conclure un contrat. Au Maghreb, si quelqu'un vous dit « kif-kif », cette expression empruntée à l'arabe dialectal signifie simplement « pareil », « égal ». En France, bien que l'expression soit comprise, elle peut surprendre, ou paraître comme familière.

Comment expliquer toutes ces différences ? Les influences locales, bien sûr ! Les Québécois empruntent souvent à l'anglais, voisinage oblige, les Africains

enrichissent le français avec des langues locales, et le Maghreb ajoute une touche arabe à tout ça. Résultat : le français devient un véritable patchwork, où chaque expression a une saveur unique. Prenons l'exemple camerounais de « on est ensemble ». Simple, efficace, chaleureux. C'est une manière de dire « je te soutiens » ou « on reste connectés », mais avec une profondeur émotionnelle qu'on ne retrouve pas toujours ailleurs. En France, on dirait peut-être « à plus » ou « on se tient au courant », mais soyons honnêtes, ça manque un peu de charme, non ?

Ce qui est fascinant avec le français, c'est qu'il ne cesse d'évoluer. Les expressions voyagent, s'adaptent, se mélangent, comme dans une gigantesque marmite culturelle. Grâce aux réseaux sociaux, une expression québécoise peut devenir tendance à Paris, et une tournure sénégalaise peut faire sourire à Montréal. Prenez « c'est chaud », par exemple. Cette expression argotique, qui signifie « c'est compliqué » ou « c'est risqué » en France, est désormais comprise dans presque tout l'espace francophone. Une vraie star internationale !

Parler français, c'est s'ouvrir à des mondes différents, pleins d'humour et de créativité.

Alors, faut-il désespérer de ces différents sens ? Pas du tout ! Les expressions francophones sont comme une invitation à découvrir d'autres cultures tout en restant dans la même langue. Elles nous rappellent que parler français, ce n'est pas juste suivre des règles de grammaire ; c'est aussi s'ouvrir à des mondes différents, pleins d'humour et de créativité. La prochaine fois que vous entendez une expression qui vous semble étrange, ne fuyez pas ! Demandez, explorez, et surtout, riez. Parce qu'au fond, qu'on « tombe en amour » ou qu'on « mouille à boire debout », on est tous dans le même bateau... en Francophonie.

Jaime Peypoch (Vietnam)

Les mots et les dits de la francophonie

- 1 - Lire ce petit texte et essayer de le comprendre sans les notes
- 2 - Puis avec les notes
- 3 - Écrire ce texte dans d'autres français de la francophonie.

Hier soir, c'était trop ambiancé¹ au Kwatt² ! Mon Mbombo³ m'a tombé dans un circuit⁴ où il avait un way pour qu'on puisse entrer sans problème. On a rencontré des go⁵ trop mo⁶ et on a djoss⁷. Il y avait la tchop⁸ à mort. Un gars avec qui on tapait les divers⁹ a try de nous lober¹⁰, mais mon combi¹¹, qui est un bon kapo¹², ne l'a pas lep¹³.

Plus tard, il m'a rythmé¹⁴ dans un chantier¹⁵, où j'ai retrouvé une

ancienne chaude¹⁶ que je n'avais pas vue depuis fap¹⁷. Elle était trop sapée même ! On a enjaillé¹⁸ toute la nuit, en buvant du Champy¹⁹, c'était top !

Un temps-là²⁰, un Fayman²¹ a voulu nous faire ça dur²², mais on a esquivé. On s'est débré²³ rapidement de la situation. La bougie se terminait²⁴, la faim me pourchassait, alors on s'est engagé sur un tournedos²⁵ pour tchop²⁶ un bindi²⁷ soya²⁸ avant de back.

Là alors, j'ai vu mon refrè²⁹. Il m'a ask le manquant³⁰ pour une sucrerie³¹. Je voulais lui talk, mais il semblait vraiment fatigué, il voulait seulement nang³², alors je l'ai let. Je lui ai seulement gui les do³³ et on a tracé au piaule³⁴.

Ce matin, je wake et je me dis même : « Wè-èh, quelle soirée ! ». J'ai repris na yoo-na yoo³⁵, mais bon, comme on dit ici, on est ensemble !³⁶

Texte en français du Cameroun et en camfranglais Kalliopi Ango Ela et Muriel Samé Ekobo avec un squelette généré par IA

- | | | |
|--|---|---|
| 1. Il y avait beaucoup d'animation | 12. Une personne maline, influente | 25. Gargote de ville où l'on se tourne le dos |
| 2. Quartier | 13. Ne l'a pas laissé faire | 26. Manger |
| 3. Mon ami qui est aussi mon homonyme (il porte le même nom que moi) | 14. Emmené à pied | 27. Petit |
| 4. Tomber dans un schéma, avoir un plan | 15. Un petit restaurant | 28. Brochette au feu de bois |
| 5. Filles, copines | 16. Petite amie | 29. Frère |
| 6. Très jolies | 17. Très longtemps | 30. Compléter la somme |
| 7. Discuter de tout et de rien | 18. Se mettre dans l'ambiance, s'amuser | 31. Boisson gazeuse sucrée |
| 8. Bouffe | 19. Champagne | 32. Rentrer |
| 9. Discuter de tout et de rien | 20. À un moment | 33. Donner de l'argent |
| 10. Tromper | 21. Escroc | 34. On est rentré chez nous |
| 11. Ami | 22. Il nous cherchait | 35. Tranquillement, doucement |
| | 23. Débrouiller | 36. À bientôt (quand on se quitte) |
| | 24. Vers la fin de la soirée | |

français VS anglais

ou la galère des professeurs de FLE au Costa Rica

NE PAS EFFACER

Crédit photo : Jean-Rene Chazottes - pexels

Chaque année, histoire de motiver les collégiens dans leur apprentissage du français, les enseignants s'évertuent tels des représentants d'une grande marque commerciale à démontrer l'utilité du français face à l'anglais, déballant les nombreux avantages de la langue de Voltaire, tant sur le plan culturel que pour l'avenir professionnel des collégiens.

Tout d'abord, leur argument numéro un : le français est l'une des langues les plus parlées au monde, utilisée sur cinq continents et dans de nombreux pays. Mais, on a envie de leur rétorquer que l'anglais, le mandarin, l'hindi et l'espagnol sont des langues davantage parlées que le français, et que de plus, la raison du plus grand nombre n'est pas forcément la meilleure.

Alors les enseignants fournissent leur argument numéro deux, un argument choc : le français est un avantage précieux pour les collégiens qui souhaitent poursuivre leurs études dans des pays francophones, en France, au Québec ou en Belgique. Oui, bien sûr, mais...combien d'entre eux obtiendront-ils une bourse et les moyens financiers pour réaliser ce rêve ?

Allons donc vers le troisième argument : apprendre le français permet d'ouvrir des portes à une multitude d'opportunités professionnelles en tant

que langue officielle de nombreuses organisations internationales, dans des domaines comme la diplomatie, les relations internationales mais aussi d'avoir un futur professionnel dans des entreprises multinationales, le commerce et l'ingénierie. Indéniablement vrai, tout comme le mandarin, le russe, l'arabe, et l'anglais qui reste incontestablement la langue dominante dans les affaires internationales.

N'oublions pas de citer le quatrième argument infaillible : le tourisme, secteur économique numéro un au Costa Rica ! Ce sont quelques dizaines de milliers de touristes français, québécois et d'autres pays francophones qui débarquent chaque année pour quelques semaines au pays vert du pura vida, mais à leur grand malheur, c'est l'anglais qui est la langue de communication sur les plages.

Argument numéro cinq : étudier le français permet de développer des compétences linguistiques et cognitives. En apprenant à structurer des phrases, les collégiens améliorent leur pensée logique et leur capacité à communiquer, ce qui est bénéfique pour leur maîtrise de l'espagnol et d'autres langues. Indiscutablement vrai, mais les collégiens le comprendront-ils ou s'en fichent-ils complètement ?

Sixième argument : étudier le français permet aux collégiens costariciens de développer une compréhension plus profonde des cultures du

monde et d'enrichir leur culture générale. Le français est une langue porteuse d'un art de vivre qui a façonné l'histoire mondiale. C'est un atout dans des secteurs spécifiques comme la littérature, la philosophie, la mode ou la gastronomie. Là, c'est certain même si l'argument n'est pas forcément politiquement très correct.

Alors que faire ? Que dire pour sauver notre langue ?

Au Costa Rica, l'anglais est vu comme la langue des affaires, des multinationales, de la technologie et des échanges internationaux en particulier avec les États-Unis, mais aussi comme la langue de la culture actuelle, des films, de la musique, d'Internet, des réseaux sociaux où l'anglais est un outil incontournable pour les jeunes d'Amérique centrale, les amenant à percevoir l'anglais comme plus "utile" que le français.

Mais pourtant...

Dernier argument : apprendre le français est un choix stratégique qui permet aux collégiens de ne pas se limiter à la seule langue anglaise, mais d'avoir une vision plus large du monde et de multiplier les opportunités dans une société où la diversité linguistique et culturelle est un plus.

Et surtout, un immense remerciement à tous les enseignants de français. C'est grâce à eux et à elles, grâce à leur ténacité continue pour la défense et la diffusion de la culture francophone dans un contexte où l'anglais est la langue dominante que l'enseignement de la langue française au Costa Rica a survécu, et que malgré cette domination de l'anglais, la langue française continue de se démarquer dans tous les secteurs, même si son importance est secondaire. Merci les profs !

L'histoire du français au Costa Rica, quelques dates.

À partir de l'indépendance du Costa Rica en 1821, plusieurs familles de commerçants et d'industriels français qui se sont installées au Costa Rica, principalement pour la production et le commerce du café ont contribué à la diffusion de la langue et de la culture françaises. Puis, en 1889, suite à la banqueroute de la compagnie française dans la construction du canal du Panama, des ingénieurs et

travailleurs français du canal ont également immigré au Costa Rica pour travailler dans les infrastructures et dans la production du café, renforçant ainsi les liens culturels et linguistiques entre les deux pays.

1869 Introduction de langues étrangères : anglais et français dans le système éducatif public.

1878 Neuf religieuses françaises, arrivées en bateau puis à cheval, ont ouvert la première école privée bilingue du Costa Rica : Nuestra Señora de Sion.

1909 L'enseignement du français devient obligatoire de la première année du collège à la onzième année, tout comme l'enseignement de l'anglais.

1949 Ouverture de l'Alliance Française à San José qui a joué un rôle clé dans la promotion de la langue française au Costa Rica et a contribué à établir des liens entre le Costa Rica et la culture francophone. Milieu du XX^e siècle : Les premiers établissements privés et écoles internationales au Costa Rica voient le jour et offrent principalement une éducation en espagnol et en anglais, dans un contexte où l'anglais est perçu comme un atout dans le cadre des échanges commerciaux avec les États-Unis. L'anglais devient la langue dominante dans les écoles bilingues.

1958 La langue française devient optionnelle pour la 10^e et la 11^e année, ce qui commence à donner plus d'espace à l'enseignement de l'anglais souvent choisi comme option, au lieu du français.

1968 Le lycée franco-costaricien « El Franco » ouvre ses portes avec un enseignement totalement bilingue, français-espagnol.

1990 Naissance de PROLED, programme pour promouvoir l'enseignement du français dans les écoles publiques du Costa Rica en formant des enseignants et en fournissant des ressources pédagogiques.

1994 Introduction de l'enseignement du français en primaire dans certaines écoles publiques. Le PROLED a été une volonté de diversifier l'enseignement des langues étrangères dans les écoles publiques. Ces dernières se concentraient davantage sur l'anglais. Le français, bien qu'il n'ait pas été aussi dominant que l'anglais, a finalement réussi à trouver sa place dans certaines institutions scolaires au Costa Rica.

2014 Entrée du Costa Rica comme membre observateur dans l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), une belle victoire.

Christiane Valdy (Costa Rica)

La pollution dans les déserts

Une urgence environnementale silencieuse

Les déserts, symboles de vastes étendues sauvages et inhospitalières, sont en réalité de plus en plus victimes d'une pollution silencieuse, menaçant non seulement ces écosystèmes fragiles, mais aussi l'ensemble de la planète. Le réchauffement climatique, les déchets industriels, la surexploitation des ressources naturelles et les activités humaines y laissent des traces permanentes. Paradoxalement, ces territoires, souvent perçus comme des lieux vierges et éloignés des préoccupations humaines, sont aujourd'hui au cœur de crises environnementales et sociales importantes.

Le Sahara : Un cimetière de déchets radioactifs et industriels

Premier exemple, le Sahara. Connus mondialement, il est un des déserts les plus emblématiques. Il est aussi un lieu pollué par des déchets radioactifs français. Dans les années 1960, la France a effectué 17 tests nucléaires dans le désert algérien – certains en atmosphère ouverte et d'autres souterrains –, laissant derrière elle des terrains contaminés et des déchets toxiques incluant du béton et des ferrailles enfouis sous le sable.

Les autorités françaises, bien que conscientes du problème, restent floues sur l'ampleur de la contamination et sur les mesures prises pour y remédier. Malgré les accords signés entre la France et l'Algérie en 1967, ces zones restent radioactives et les demandes pour un nettoyage complet et une indemnisation des victimes se heurtent à des obstacles politiques et logistiques. Les déserts deviennent ainsi une décharge pour les déchets nucléaires et industriels, une conséquence directe des décisions des grandes puissances économiques. Loin d'être des espaces vierges, ces territoires sont utilisés comme des lieux d'élimination de substances dangereuses, sans tenir compte des répercussions à long terme

sur les écosystèmes locaux et les populations environnantes.

Le désert d'Atacama : Le piège des déchets textiles

Deuxième exemple, le désert d'Atacama. Celui-ci est au Chili et illustre une autre forme de pollution insidieuse. Ce lieu, qui abrite le désert le plus aride du monde, est devenu la décharge d'un autre fléau : les déchets de la mode. Chaque année, des millions de tonnes de vêtements usagés et neufs sont envoyés dans ce désert, à cause des excès de la fast fashion. La ville d'Iquique, un port hors taxes, sert de point de transit pour ces déchets textiles, qui, une fois triés et invendus, finissent par s'accumuler dans les sables d'Atacama. Là-bas, les habitants locaux fouillent ces montagnes de vêtements à la recherche d'articles revendables ou d'objets utilisables pour survivre. Cependant, ces activités, bien que essentielles pour certains, ne suffisent pas à contenir l'ampleur des déchets textiles. La situation a atteint une telle ampleur qu'elle a été qualifiée par les Nations unies de « crise environnementale et sociale ». Ces vêtements, souvent faits de matériaux non biodégradables, restent dans le désert pendant des décennies, provoquant une pollution à long terme de l'environnement et du sol.

Les menaces croissantes sur les déserts : entre surexploitation et pollution invisible

Au-delà de ces exemples spécifiques, la pollution des déserts ne se limite pas aux déchets industriels ou textiles. La dégradation des sols, due à l'agriculture intensive comme dans le désert d'Almeria en Espagne, à l'urbanisation rapide comme dans le désert égyptien et au tourisme de masse comme en Namibie, exacerbe la fragilité de ces écosystèmes. Ce dernier, censé apporter une source de revenus aux régions désertiques, n'est que trop souvent responsable d'une dégradation rapide de l'environnement. Les constructions d'hôtels, de routes et d'autres infrastructures perturbent les habitats locaux, tandis que les déchets laissés par les touristes aggravent la situation.

Loin de son image de région isolée et épargnée, le désert est en réalité victime de l'activité humaine et du réchauffement climatique : c'est tout simplement l'appauvrissement écologique et en biodiversité de ces espaces désertiques. Les nappes phréatiques sont surexploitées pour irriguer les cultures dans des zones désertiques, un processus qui met en péril l'équilibre délicat des ressources en eau. Ces nappes sont parfois même contaminées par les produits toxiques utilisés dans l'industrie et l'agriculture. L'azote,

élément essentiel pour la fertilité du sol, est en constante diminution, et les écosystèmes désertiques en souffrent. L'introduction d'espèces envahissantes, souvent par le biais du tourisme, ajoute à cette pression écologique. Enfin, la contamination des microplastiques, transportés par les vents, ajoute à leur précarité. Les déserts agissent comme des « pièges » pour ces polluants, qui s'accumulent et perturbent les écosystèmes locaux.

C'est une triste ironie dans la pollution des déserts : ces vastes étendues de sable, perçues comme des espaces inaccessibles et marginaux, sont en réalité des baromètres invisibles

La Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) : des lois adoptées dans certains pays obligent les entreprises à prendre en charge la gestion des déchets de leurs produits. Le Chili, bien qu'en avance avec sa « Ley REP » sur certains types de déchets, n'a pas encore inclus les textiles dans cette législation. Cette inclusion serait cruciale pour freiner l'afflux de vêtements dans le désert d'Atacama.

Le Développement de Solutions de Recyclage Innovantes : des entreprises comme EcoFibra et Ecocitex montrent qu'il est possible de transformer les déchets en ressources. La première recycle

affectées par des activités militaires ou industrielles.

La Réduction de la Consommation : en matière de fast fashion, les consommateurs jouent un rôle clé. Une consommation responsable, favorisant les vêtements durables et les achats de seconde main, pourrait réduire la demande pour des produits à usage rapide.

Les déserts : sentinelles de la planète et indicateurs des défaillances globales

Les déserts sont désormais des témoins silencieux du dur héritage laissé par les sociétés industrielles. Les déchets radioactifs enfouis sous le sable, les montagnes de vêtements usagés, et les sols épuisés par la surexploitation sont des signaux d'alarme qu'il faut entendre. La pollution dans ces régions n'est pas seulement une menace locale : elle s'inscrit dans une crise écologique globale. Si nous continuons à ignorer l'impact de nos activités sur ces terres comme partout ailleurs, nous risquons de franchir des seuils irréversibles de destruction.

Comme pour le reste, la protection des déserts, ces trésors uniques et fragiles, n'est pas un luxe mais une nécessité pour l'équilibre de la planète. Nos actions doivent aller au-delà des discours et des promesses : elles doivent se traduire par des changements concrets dans nos modes de consommation, nos pratiques industrielles, et nos relations avec les écosystèmes vulnérables du monde. La Terre, même dans ses endroits les plus reculés, porte les traces de nos choix collectifs.

Vincent Roué (Autriche)

Loin d'être des espaces vierges, ces territoires sont utilisés comme des lieux d'élimination de substances dangereuses, sans tenir compte des répercussions à long terme.

des dégâts de l'activité humaine. La pollution dans ces régions reste souvent imperceptible aux yeux du monde, étouffée par la distance et la lenteur des processus de dégradation.

Un appel à l'action : prévenir plutôt que guérir

Face à ces enjeux, des mesures globales et locales s'imposent pour limiter les dégâts. Plusieurs initiatives peuvent servir de modèles :

les textiles pour en faire des panneaux isolants, tandis que la seconde fabrique des fils à partir de vêtements déchiquetés, sans utiliser d'eau ni de colorants. De telles initiatives pourraient être étendues et soutenues par des financements publics ou privés.

La Coopération Internationale : le cas des déchets radioactifs du Sahara illustre la nécessité d'une collaboration entre nations pour nettoyer et restaurer les zones





Christian Lequesne

Le DIPLOMATE et les Français de l'étranger

SciencesPo
LES PRESSES

Entretien

Le diplomate et les Français de l'étranger

Entretien avec Christian Lequesne

À l'occasion de la parution de son ouvrage *Le diplomate et les Français de l'étranger* (Presses de Sciences Po), Français du Monde a rencontré Christian Lequesne, professeur à Sciences Po Paris et ancien directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERI). Dans cet entretien, il revient sur le travail préparatoire à son livre, son analyse des relations entre la France et ses ressortissants, et sur le rôle de la diplomatie "consulaire" et "de diaspora". À travers ses recherches, il interroge la manière dont l'État français construit et maintient un lien avec ses citoyens vivant hors de France.

Un travail d'enquête pour un état des lieux

Vanessa Gondouin-Haustein : Monsieur Lequesne, comment qualifieriez-vous cet ouvrage ? S'agissait-il d'une enquête, d'une étude, ou d'un état des lieux ?

Christian Lequesne : Pour moi, il s'agissait avant tout d'un état des lieux. Toutefois, je suis tout à fait d'accord pour parler d'enquête, car les trois années précédant la rédaction de ce livre ont véritablement constitué une enquête approfondie. Je suis un

chercheur qui a toujours besoin de partir du terrain. C'est la rencontre des acteurs qui vient ensuite inspirer ma réflexion plus générale. J'ai toujours procédé ainsi pour l'écriture de mes livres.

Stéphane Arnoux : Quel était l'objectif principal de votre travail et à quel type de public le destinez-vous ?

CL : L'objectif de mon ouvrage découle des recherches que je mène depuis une dizaine d'années sur la diplomatie. À Sciences Po, j'ai développé un programme sur la

diplomatie envisagée comme une pratique, un domaine peu étudié en France mais déjà structuré dans d'autres pays, comme en Europe du Nord ou en Amérique du Nord. Ce qui m'intéresse particulièrement, c'est de comprendre comment la diplomatie se construit concrètement, au travers des pratiques des professionnels du métier. En 2017, j'ai publié *Ethnographie du Quai d'Orsay* (CNRS éditions), basé sur une enquête où j'ai combiné observation au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et entretiens en administration centrale et dans plusieurs ambassades. Ce travail

m'a permis de noter une lacune importante dans la recherche : les questions consulaires étaient rarement abordées par les spécialistes des études diplomatiques, alors qu'elles représentent un volet essentiel de l'action diplomatique française, notamment en matière de protection et de suivi des ressortissants vivant à l'étranger. Cette prise de conscience m'a conduit à approfondir le sujet, en analysant comment l'État en France, à travers ses institutions, investit la relation avec ses ressortissants : bourses pour les enfants scolarisés, assistance sociale, bureaux pour l'emploi, etc. J'ai aussi constaté que cette action reflète une culture étatique spécifique qui s'inscrit souvent dans des trajectoires historiques de temps long.

Ce travail s'adresse à un public varié : universitaires, étudiants en relations internationales, mais aussi responsables politiques et administratifs, ainsi qu'à tous les Français de l'étranger, qui peuvent y trouver une meilleure compréhension des interactions entre l'État français et sa « diaspora ». Il ne s'agit pas d'une étude sur les flux migratoires, mais d'une réflexion sur la manière dont l'État construit une pratique relationnelle avec ses nationaux à l'étranger, pour maintenir un lien fort et durable.

Le choix de la « diaspora » : un terme qui bouscule les conventions

SA : Vous employez le terme « diaspora » pour désigner les Français de l'étranger, un mot rarement employé dans le discours officiel. Pourquoi ce choix, et en quoi ce terme reflète-t-il mieux la réalité des Français établis hors de France, par rapport à des expressions comme « communauté » ou « expatriés » ?

CL : En France, le terme « diaspora » est effectivement plus souvent réservé aux populations immigrées

vivant sur le territoire, comme on le fait pour parler des diasporas sri-lankaises, sénégalaises ou marocaines. Mais nous avons une certaine réticence à nous l'appliquer à nous-mêmes. Cela reflète, je crois, une difficulté à reconnaître que l'on peut aussi émigrer en tant que Français. Cette réserve est liée, en partie, à une forme de psychologie collective mais aussi à notre conception très unitariste de la citoyenneté française. Dans cette conception, parler de « diaspora française » pourrait être perçu comme validant une forme de communautarisme, une entité distincte qui irait à l'encontre de notre idéal d'unité républicaine. Ce réflexe s'enracine peut-être dans notre histoire coloniale, où les Français établis hors de France étaient vus comme des citoyens à part entière, extériorisés mais jamais considérés comme un groupe spécifique. Ce choix de terminologie me semble pourtant pertinent, car il permet de reconnaître la diversité et la complexité des expériences vécues par les Français à l'étranger. Le terme « diaspora » reflète une réalité de liens transnationaux, de pratiques culturelles et sociales partagées, tout en reconnaissant les

Le terme « diaspora » reflète une réalité de liens transnationaux, de pratiques culturelles et sociales partagées, tout en reconnaissant les spécificités du vécu en dehors des frontières.

spécificités du vécu en dehors des frontières. Cela dit, cette réflexion reste intuitive et mériterait d'être approfondie davantage, notamment avec les collègues historiens.

Le système de représentation des Français de l'étranger

SA : Dans quelle mesure le système de représentation en France se distingue-t-il de celui des autres pays, et quel impact cela a-t-il sur leur influence politique ?

CL : Prenez l'exemple de l'Assemblée des Français de l'Étranger (AFE) : cela n'a pas d'équivalent dans d'autres pays. En France, nous avons un système très institutionnalisé, avec des budgets dédiés à l'organisation des sessions de l'AFE à Paris, bien que les indemnités des membres ne soient pas très élevées. Ces initiatives sont soutenues par des ressources d'État, et même si les représentants de l'AFE peuvent parfois devoir mettre un peu de leur poche pour financer leur hôtel à Paris, cela reste un modèle soutenu par l'État. En France, vous avez aussi une représentation parlementaire spécifique pour les Français de l'étranger. Le système est complexe, avec des sénateurs sans circonscription spécifique et des députés élus dans des circonscriptions immenses. Ce modèle de représentation est bien la preuve que l'État organise les canaux d'influence des Français de l'étranger dans les débats nationaux.

La volonté de faire revenir les Français de l'étranger

SA : Vous citez des propos de Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron sur la volonté de faire revenir les Français de l'étranger. Pourquoi, selon vous, cette stratégie politique de vouloir maintenir un lien fort ou inciter au retour en France ? Qu'est-ce qui motive cet axe de réflexion ?

CL : Cette stratégie est liée à la nature de l'émigration actuelle. Si l'on examine leurs profils contemporains d'émigration française, particulièrement en 2024, il s'agit majoritairement de personnes qualifiées : des diplômés Bac+2, Bac+5, et plus. Cette fuite des talents est souvent perçue comme un symptôme de malaise. Elle soulève des questions importantes sur le travail en France que nous peinons à aborder franchement : montant des salaires nets, relations hiérarchiques, rigidité d'un système normé par la nature du diplôme. À cela s'ajoutent des dynamiques sociales spécifiques. Par exemple, des études menées par des sociologues spécialistes des migrations à Lille montrent qu'une proportion significative des jeunes diplômés qui partent sont issus de l'immigration. Ils choisissent parfois de partir pour échapper à certaines contraintes propres à la France, notamment liées à une conception stricte de la laïcité.

Il y a l'expression, dans les discours politiques des présidents, que ces départs représentent une perte, notamment lorsque ces talents partent vers des écosystèmes comme la Silicon Valley, perçus comme des opportunités manquées pour la France. C'est un phénomène européen plus large, mais en France on en parle toujours avec regret et non comme une chance. D'où le discours officiel sur le retour.

La reconnaissance des expériences à l'étranger

SA : Dans votre ouvrage, vous évoquez les difficultés que rencontrent certains Français à valoriser leur expérience acquise à l'étranger lorsqu'ils reviennent en France, en citant notamment un rapport de la sénatrice Hélène Conway-Mouret. Pouvez-vous expliquer pourquoi ce phénomène persiste ?

CL : Ce problème n'est pas spécifique à la France mais touche de nombreux pays occidentaux. Lorsqu'on parle d'expatriation stricto sensu, il s'agit

d'une mobilité temporaire, avec un projet de retour au pays. Ce retour est rarement simple ou accueilli avec enthousiasme. Au contraire, il s'accompagne souvent de frustrations pour ces personnes, qui espéraient voir leurs expériences internationales reconnues et valorisées. En France, par exemple, il existe des obstacles institutionnels. Je cite le cas du Conseil national des universités (CNU) dans ma discipline, la science politique : des candidats ayant travaillé à l'étranger et publié dans des revues internationales se sont vus parfois refuser la qualification aux postes de maître de conférences pour n'avoir pas publié en français. C'est évidemment une aberration, car publier en anglais est devenue nécessaire pour accéder à une reconnaissance de la communauté scientifique internationale.

Ces barrières, parfois implicites, traduisent une certaine résistance au changement de la part de corps professionnels qui n'aiment pas l'idée que l'expérience à l'étranger déstabilise les critères de recrutement. Dans une réunion, une sociologue française appartenant à un grand organisme de recherche bien connu disait un jour à propos du recrutement de collègues venant de l'étranger : « Les étrangers, ça craint ! ». Elle ne disait pas cela parce qu'elle était raciste ou xénophobe. Ce qu'elle voulait dire, c'est que des profils extérieurs bouleversaient les codes du compromis auxquels les membres de la corporation sont habitués. Il reste en France des marchés du travail protégés par des critères strictement domestiques. Cette situation aboutit à un faible appétit de valorisation des compétences et des expériences acquises à l'étranger, alors qu'elles devraient constituer un atout majeur pour la France, notamment dans le monde universitaire.

Un modèle français unique mais perfectible

VG : Comment analysez-vous le lien qu'entretient la France avec ses Français de l'étranger ?

CL : Le lien entre les Français de l'étranger et l'État français repose en grande partie sur la protection étatique, un aspect essentiel de la culture politique française. Cette volonté de maintenir un système d'État-providence, même pour ceux qui vivent à l'étranger, fait partie intégrante de l'identité politique de la France. Contrairement à des pays comme le Royaume-Uni ou le Canada, la France n'a jamais connu de révolution néolibérale où le marché serait venu se substituer à l'État. Bien sûr, il y a eu des tentatives pour introduire des recettes néolibérales dans l'administration, mais les effets sont franchement restés marginaux. Les Français de l'étranger continuent à vivre la protection de l'État-providence à l'étranger, via les bourses scolaires, les dispositifs STAFE, les mesures d'assistance sociale. C'est un système très particulier, surtout lorsque l'on sait que les aides s'appliquent à des citoyens qui ne payent plus d'impôts en France. Les Français de l'étranger doivent être conscients que ce modèle tient parce que le modèle de l'État-providence continue à fonctionner en France malgré la dette publique qui se creuse (120% du PIB contre 60% en Allemagne). Ce modèle cependant s'arrêtera si l'État français est un jour en cessation de paiement. Il faudra dans ce cas repenser la solidarité à partir d'autres sources que celles de l'État.

L'État français repose en grande partie sur la défense de la protection étatique, un aspect essentiel de la culture politique française.

Propos recueillis par Vanessa Gondouin-Haustein et Stéphane Arnoux.

GRAND ANGLE

Retour sur 2024

Une « super année électorale »

En 2024, 3,7 milliards de personnes dont 1,4 mds en Inde, 345 m aux USA, 283 m en Indonésie, 251 m au Pakistan et 173m au Bangladesh, sans oublier les 450 millions de citoyens Européennes, près de la moitié de la population mondiale, étaient appelées à voter, dans 73 élections nationales et dans l'élection européenne, un record. Bilan de ces élections.

Un monde démocratique ?

Rappelons d'abord que sur une population mondiale d'environ 8 milliards, 25-30% ne peuvent voter en raison de leur âge.

Si quelques pays fixent l'âge minimal de vote à 21 ans (Singapour, Malaisie, Emirats arabes unis et Oman), ou 20 ans (comme Taiwan ou Nauru), soit entre 1 et 2% de la population mondiale, la plupart l'ont fixé à 18 ans, avec un nombre encore restreint de pays, en croissance plaçant la barre à 16 ans (notamment en Amérique Latine avec le Brésil et ses 216 millions d'habitants, l'Argentine, l'Équateur, l'Uruguay et en Europe l'Autriche, soit de 4 à 5 % de la population. Un mouvement en faveur de l'abaissement à 16 ans croît avec la Nouvelle Zélande, le Royaume-Uni et l'Australie ayant introduit ou proposant d'introduire des législations dans ce sens.

A ce jour, aucun pays n'interdit explicitement et spécifiquement aux femmes de voter, les Saoudiennes ayant enfin obtenu ce droit en 2015, les habitantes du Liechtenstein et de Suisse (élections fédérales) l'ayant obtenu respectivement en 1984 et 1971. Et en Afghanistan, vous demandez-vous ? La Constitution Afghane de 2004 garantit le droit de vote à 18 ans aux femmes et aux hommes, et de fait, les femmes ont émis 40% des suffrages aux élections de 2004 et 2014... Evidemment, ni femmes ni hommes n'ont pu voter depuis la prise de pouvoir des Talibans en 2021.

Car il ne faut pas oublier qu'environ 40% des habitants de notre planète vivent sous des régimes non démocratiques –(estimation 2024 par Freedom House de la population vivant dans des pays considérés comme « non libres » ou « partiellement libres »): Chine (1,4Md) et Iran (88m), Venezuela, Nicaragua, Cuba, Soudan, Tchad, etc, où il y a certes des élections, mais pas vraiment aux critères démocratiques, mais aussi, entre autres, Arabie Saoudite (35m), Corée du Nord (26 m), Myanmar depuis le coup d'État (55m) et ... Vatican avec ses 800 habitants, où règnent des dictatures, régimes monarchiques ou théocratiques ne s'encombrant pas d'élections. N'oublions pas l'Ukraine, où le président Zelensky a déclaré ne pouvoir organiser d'élections cette année, en raison de l'invasion russe.

Ajoutons que dans les pays considérés comme démocratiques, nombreux résidents sont exclus du droit de vote : migrants, réfugiés, apatrides, mais aussi prisonniers ou personnes privées de leurs droits civiques par la justice.

C'est donc moins de la moitié de la population qui peut voter et choisir ses représentants dans des élections libres !

Bilan des élections de 2024

Si la participation moyenne atteint 61%, elle varie entre 28,8% en Tunisie et 98,2% au Rwanda, deux élections particulièrement intéressantes.

En Tunisie, berceau du printemps arabe, à peine plus d'un quart de la population s'est déplacée pour réélire Kais Saïed à 90,7%, bien loin des 67% répartis entre 27 candidats de 2014 qui avaient choisi ! Partis perçus comme incapables de répondre aux besoins de la population après les immenses espoirs de la révolution, voire comme corrompus, crise économique qui amène les gens, notamment les jeunes, mais aussi les habitants des zones intérieures, à se concentrer sur les problèmes de leur vie quotidienne, manque de nouveaux leaders, fragmentation des partis politiques et dissensions au sein de la gauche s'ajoutent à la révision de la Constitution, à la suspension du Parlement, à la répression et à l'invalidation judiciaire ou administrative des candidatures « gênantes » pour expliquer cette abstention. Sans compter qu'Ennahdha, Attayar ou le Front de salut national avaient appelé, dans ce contexte au boycott d'une élection sur l'illégitimité de laquelle s'interrogeaient également l'organisation tunisienne des droits de l'homme et de nombreux syndicats.

Au Rwanda, où Paul Kagame, a été réélu en juillet pour la 4ème fois avec 99.18%, la situation est assez différente. Cependant, même s'il est incontestable que Kagame, crédité pour la stabilisation, l'apaisement et le développement du pays après le génocide de 1994, bénéficie à l'intérieur comme à l'extérieur, d'une aura en partie méritée, elle ne peut légitimer une élection remportée dans une

telle absence de transparence et de contrôle démocratique et la répression systématique des tentatives d'opposition. Ailleurs, des régimes de droite autoritaire se sont maintenus par des élections entachées de répression, de fraudes ou d'entorses au droit : Salvador, Azerbaïdjan et Biélorussie (février) Iran et Russie (mars), Togo (avril), Tchad (mai), Syrie (juillet, on connaît la suite...), Algérie (septembre), Géorgie et Ouzbékistan (octobre). C'est le cas également de régimes autoritaires de gauche au Venezuela (juillet) et au Mozambique (octobre). Aux Kiribati, où l'échelle politique droite-gauche n'existe pas, le président autoritaire Taneti Maamau se maintient au pouvoir à l'élection présidentielle en octobre en empêchant toute candidature d'opposition.

Qu'en a-t-il été des élections libres ?

Des élections démocratiques produisent une alternance aux Îles Marshall et au Bhoutan (janvier), en Indonésie (février), au Portugal (mars), au Sénégal (mars et novembre), en Slovaquie et aux Maldives (avril), au Panama et Macédoine du Nord (mai), au Royaume-Uni (juillet), au Sri Lanka (septembre et novembre), en Lituanie et au Botswana (octobre), aux États-Unis, à Maurice, au Somaliland, en Uruguay et en Islande (novembre) et au Ghana (décembre).

Aux États-Unis, où le démocrate sortant Joe Biden renonce à se représenter, le Républicain Donald Trump, tenant d'une droite populiste complotiste et auteur d'une tentative de coup d'État en 2021, est élu, et son parti remporte la majorité absolue aux deux chambres du Congrès. En Afrique du Sud, les législatives de mai marquent un recul historique du Congrès national africain, qui perd pour la première fois la majorité absolue à l'Assemblée. Le président Cyril Ramaphosa est contraint de

former un gouvernement de coalition intégrant notamment le principal parti de l'opposition sortante, l'Alliance démocrate. Au Botswana, le Parti démocrate (droite sociale), au pouvoir depuis l'indépendance en 1966, subit une défaite historique en octobre; Duma Boko devient président de la République, porté par la Coalition pour un changement démocratique (centre-gauche social-démocrate). En Uruguay, la gauche de Yamandu Orsi, du Front Large, emporte la présidentielle et les parlementaires concomitantes.

Globalement, ces élections marquent une victoire de la droite populiste et nationaliste, des États-Unis aux Pays-Bas, à la Grèce, à l'Indonésie et à l'Inde. La gauche résiste en Amérique latine mais aussi en Espagne. On note une polarisation accrue, avec dans plusieurs régions, des divisions accentuées entre droite et gauche, rendant les consensus politiques plus difficiles à atteindre. Sans doute, la simplification du débat politique favorisée par l'immédiateté des réseaux sociaux n'est pas étrangère à cette polarisation, mais il est aussi incontestable que la croissance des inégalités avec d'une part un faible pourcentage de très riches de plus en plus riches et une part croissante des corps électoraux confrontés à la précarité économique et climatique joue un rôle majeur.

Désinformation et influence étrangère

D'une manière générale, les pays ayant organisé des élections démocratiques ont été confrontés à la propagation de la désinformation sur Internet : la manipulation de l'opinion publique a pris plusieurs formes : propagation de fausses nouvelles, de vidéos truquées, et de théories du complot. Ainsi, les machines à voter ont été au cœur des théories complotistes de Trump et de ses partisans « stop the steal » sur la fraude supposée aux USA en 2020. Ainsi, la Russie est soupçonnée

d'avoir utilisé des bots sur les réseaux sociaux pour des campagnes de désinformation en Europe et en Afrique. Lors des élections européennes de juin 2024, la Russie aurait utilisé des bots pour diffuser des fausses nouvelles sur l'immigration et l'économie européenne, soutenir les partis politiques eurosceptiques et populistes et déstabiliser l'Union européenne en promouvant des mouvements nationalistes ou anti-UE. De même, en Moldavie, des campagnes pro-russes ont été détectées avant les présidentielles ; même tactique au Mali et au Soudan, où la Russie a soutenu des régimes ou partis favorables à sa présence militaire et économique, diffusant sur des médias locaux et plateformes numériques des messages anti-occidentaux et des récits glorifiant les partenariats avec la Russie.

La Chine n'est pas en reste, cherchant à accroître son influence économique et numérique en Asie et en Afrique : efforts pour influencer l'électorat Taiwanais en faveur de candidats plus conciliants sur la réunification par des cyberattaques des systèmes électoraux, de la propagande via TikTok, et la diffusion de messages promouvant l'idée que l'indépendance de Taïwan entraînerait des sanctions économiques ; des campagnes de désinformation pro-chinoises sur les avantages des partenariats économiques ont été diffusées avant les élections du Zimbabwe et de Kenya, où la Chine a soutenu financièrement des candidats favorables à ses projets d'investissement dans ces pays.

Chine et Russie se retrouvent également suspectées de tentative d'ingérence dans les élections américaines, où elles auraient soutenu des groupes alimentant des récits polarisants sur la fraude électorale, l'immigration et l'avortement, via des faux profils sur les réseaux sociaux.

Elles sont loin d'être les seuls : la Turquie a été accusée d'ingérence

dans les élections en Syrie et en Lybie, où elle soutient certains groupes politiques ou armés ; en Libye, des campagnes numériques pro-Ankara soutenaient des factions alignées sur ses intérêts. L'Iran est soupçonné d'ingérence en Irak, en soutenant des candidats favorables à son influence dans la région, grâce à des médias contrôlés par Téhéran. L'Arabie Saoudite, de son côté, aurait financé des candidats et partis alignés avec ses intérêts régionaux, souvent en opposition à ceux soutenus par l'Iran.

La désinformation n'est pas toujours d'origine étrangère : après les élections polarisées de 2022, les élections municipales de 2024 au Brésil ont été marquées par une nouvelle vague de désinformation : théories du complot sur les urnes électroniques, accusations de corruption ciblant des candidats, des campagnes pro- ou anti-Lula orchestrées via WhatsApp et

Telegram. En Inde, les élections générales de 2024 ont été marquées par des campagnes de désinformation interne, sur des thèmes religieux (hindous vs musulmans), économiques (chômage, inflation) et nationalistes.

Cette mise en danger du débat démocratique est rendue très facile par des nouveaux outils d'intelligence artificielle : des deepfakes et vidéos manipulées ont été utilisés pour discréditer certains candidats dans des pays comme les États-Unis, l'Inde et le Brésil, des messages de désinformation lors des élections en Afrique du Sud ont été attribués à des « fermes à clics » russes et asiatiques ; les plateformes de messagerie cryptées : WhatsApp, Telegram et Signal ont été utilisées pour diffuser des informations fausses rapidement, rendant leur traçabilité difficile.

Les exemples d'ingérences et de désinformation dans les élections de 2024 montrent une tendance croissante à exploiter les vulnérabilités technologiques et politiques des démocraties. Bien que les réponses varient selon les pays, la coopération internationale et le renforcement des institutions démocratiques restent essentiels pour contrer ces menaces.

Aucun pays n'est à l'abri de ces manipulations, la France pas plus qu'un autre. Des médias indépendants puissants et pluralistes, une formation des jeunes, un débat démocratique donnant envie à toutes et tous de participer aux choix de leur avenir, et bien sur le respect par les politiques des engagements sur la base desquels la population les a élu.e.s sont indispensables.

Catherine Smadja-Froguel
(Royaume-Uni)

Et les femmes ? Le pourcentage moyen de femmes élues dans la chambre basse ou la chambre unique de leur Parlement a diminué d'un point en 2024, s'établissant à 25,5 % parmi les pays qui ont organisé des élections cette année. Le Bhoutan et le Bélarus ont été parmi les pays où le pourcentage de sièges occupés par des femmes a le plus diminué. Les améliorations les plus importantes ont été observées en Mongolie, en Jordanie, en République dominicaine et au Royaume-Uni.

Sources UIP

Moyennes mondiales et régionales de femmes dans les parlements nationaux

Parline : plateforme de données ouvertes de l'UIP

Rang	Pays	Chambre basse ou unique				Chambre haute			
		Élections	Sièges	Femmes	% W	Élections	Sièges	Femmes	% W
1	Rwanda	07.2024	80	51	63.8	09.2024	26	14	53.9
2	Cuba	03.2023	470	262	55.7	-	-	-	-
3	Nicaragua	11.2021	91	49	53.9	-	-	-	-
4	Namibie	11.2024	104	55	52.9	12.2020	42	6	14.3
5	Mexique	06.2024	500	251	50.2	06.2024	128	64	50.0
6	Andorre	04.2023	28	14	50.0	-	-	-	-
"	Émirats arabes unis	10.2023	40	20	50.0	-	-	-	-
8	Costa Rica	02.2022	57	28	49.1	-	-	-	-
9	Suède	09.2022	349	163	46.7	-	-	-	-
10	Bolivie (État plurinational)	10.2020	130	60	46.2	10.2020	36	20	55.6

Ressources et géopolitiques

Les territoires d'outre-mer sous tension

De l'Arctique au Pacifique en passant par l'océan Indien, plusieurs territoires d'outre-mer européens se retrouvent au cœur des tensions géopolitiques mondiales. convoitées pour les ressources stratégiques et rivalités d'influence entre grandes puissances s'y intensifient.

Décryptage par Vanessa Gondouin-Haustein

Le Groenland, territoire danois, incarne cette menace géopolitique. Alors président des États-Unis, Donald Trump avait proposé en 2019 de racheter l'île en raison de son immense potentiel minier, notamment ses ressources en métaux rares et en uranium, ainsi que des matières premières stratégiques essentielles aux technologies modernes et aux industries de défense. Alors qu'il s'apprête à faire son grand retour à la Maison Blanche, le 47e Président des USA vient de réitérer ses propos. Si l'annonce prête à sourire, elle est hélas représentative des tensions grandissantes liées aux ressources naturelles. Au-delà de ses matières premières, le Groenland occupe également une position géostratégique essentielle. Avec la fonte des glaces, de nouvelles routes maritimes s'ouvrent, réduisant considérablement les distances commerciales entre l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord. La présence militaire y joue un rôle clé, notamment avec la base américaine de Thulé, conçue pour surveiller l'espace aérien et maritime de l'Arctique. La volonté des États-Unis de renforcer leur emprise sur la région vise aussi à contrer l'influence croissante de la Chine, qui s'est récemment investie dans des projets d'infrastructure et d'exploitation minière.

La Nouvelle-Calédonie : richesse minière et tensions géopolitiques

Dans le Pacifique, et plus précisément en Nouvelle-Calédonie, c'est le nickel qui attire l'attention de la Chine, désireuse de sécuriser son accès à cette ressource stratégique. En effet, ce métal est essentiel dans la production de batteries pour véhicules électriques et dans l'industrie technologique. De plus, la Nouvelle-Calédonie occupe une position géostratégique importante dans le Pacifique,

un espace vital pour la défense et les routes commerciales mondiales. Depuis plusieurs mois, l'Azerbaïdjan – soutenu par la Chine – est soupçonné d'exacerber les tensions, en soutenant les mouvements indépendantistes kanaks, en vue de fragiliser la position française dans la région.

Mayotte : une île stratégique sous pression

Contrairement au Groenland ou à la Nouvelle-Calédonie, Mayotte n'est pas particulièrement riche en ressources naturelles stratégiques, mais son importance stratégique est indéniable. Le territoire français de l'océan indien, occupe une position géostratégique majeure en raison de sa proximité avec le canal du Mozambique, une des voies maritimes les plus fréquentées au monde. Ce positionnement stratégique est renforcé par sa proximité avec l'Afrique de l'Est, rendant le contrôle de Mayotte crucial pour la surveillance maritime et la sécurité régionale.

Historiquement rattachée à l'archipel des Comores, l'île a choisi de rester française lors des référendums d'indépendance en 1974. Une séparation fermement contestée par les Comores. Cette situation est exploitée par certaines forces politiques, notamment le parti d'extrême droite allemand (AFD) – soutenu par la Russie – qui revendique la restitution de Mayotte aux Comores, sous prétexte d'un héritage colonial à réparer. Pour la France, elle constitue un avant-poste clé dans l'océan Indien, permettant à la fois de protéger les routes commerciales et de surveiller les dynamiques sécuritaires régionales, notamment face à la piraterie et aux trafics maritimes.

VIE ASSOCIATIVE

Dimanche Contes musicaux

Lecture : Marie
Flûtes : Ornella



La Francophonie entre militantisme et convivialité aux Pays-Bas

Le 8 décembre, à La Haye, la francophonie s'est invitée sous les flocons avec une touche de musique et de poésie. La section de Français du monde - ADFE des Pays-Bas a organisé un conte musical enchanteur pour les enfants. Deux histoires hivernales, célébrant les animaux et la solidarité, ont été lues avec talent par Marie Masi, bénévole de la section, devant une cinquantaine de spectateurs, petits et grands.

Pour sublimer l'événement, Ornella Balhi, flûtiste baroque d'origine française et installée aux Pays-Bas depuis ses études au Conservatoire royal de musique, a accompagné les récits. Venue avec cinq flûtes, de la soprano à la contrebasse, elle a su captiver l'audience en mêlant musique et narration dans une parfaite harmonie.

Aux Pays-Bas, la francophonie repose sur l'engagement de nombreuses personnes actives au sein de l'Institut français des Pays-Bas, des Alliances françaises et d'associations comme la nôtre. Cependant, les événements culturels en langue française, en particulier

pour les enfants, restent trop rares. La section locale développe trois grands axes d'action : la francophonie, l'environnement et la convivialité. Après le traditionnel concours de galettes des rois en janvier, nous proposerons une série d'activités variées et enrichissantes : une Fresque de l'eau pour sensibiliser aux enjeux environnementaux ; un ciné-débat autour d'un film francophone ; un atelier DIY pour apprendre à fabriquer ses produits ménagers écologiques ; Une rencontre littéraire avec Chloé Genovesi, auteure française vivant à Amsterdam. Elle vient de publier une bande dessinée sur la parentalité et les injonctions, *Moi, j'aurais pas fait comme ça*, en collaboration avec une dessinatrice rencontrée sur place.

La francophonie est bien plus qu'une langue : elle est un espace de rencontres, d'échanges et de militantisme. Aux Pays-Bas, elle continue de tisser des liens entre les cultures et de promouvoir des initiatives porteuses de sens et de convivialité.

Marie Masi (Pays-Bas)



Solidarité
Laïque

L'éducation, ça commence par les droits humains !

Afrique de l'Ouest, Méditerranée, Caraïbes, Europe... nous intervenons aux 4 coins de la planète pour l'accès de toutes et tous aux droits fondamentaux et notamment au droit à l'éducation.



Soutenez nos actions
sur solidarite-laique.org



Solidarité
Laïque